



institut universitaire  
graduate institute  
d'études du développement  
of development studies

# Itinéraires

## Néolibéralisme au Pérou (1990-2000). Bilan et perspectives de la politique économique

Carlos NIETO

Notes et travaux n° 61

Sculpture en céramique et photos de Claude Albana Passet, Rivière, 2004.

ITINÉRAIRES  
Notes et Travaux  
n° 61

# NÉOLIBÉRALISME AU PÉROU (1990-2000)

**Bilan et perspectives  
de la politique économique**

Carlos NIETO

© iued, décembre 2001

CHF 12.-

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT  
Service des publications  
Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE 21  
<http://www.iued.unige.ch> – [publications@iued.unige.ch](mailto:publications@iued.unige.ch)

Mémoire de diplôme d'études supérieures (DES), présenté en juin 2001

Directeur de mémoire : Christian COMELIAU  
Jury : Claude AUROI

*A Silvia Sánchez  
Ma mère*

## REMERCIEMENTS

A M. Christian Comelieu, pour m'avoir accordé l'honneur de diriger ce mémoire.

A MM. Claude Auroi, Marc Hufty et Jean-Luc Maurer, pour leur confiance.

A Laura Sánchez, pour son aide et son soutien.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	7
Problématique	7
Variables d'analyse	9
Hypothèses	10
<b>CHAPITRE I – NÉOLIBÉRALISME, INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL</b>	11
Le néolibéralisme : du Mont-Pèlerin au « village mondial »	11
Les institutions internationales et le néolibéralisme	12
<i>Le rôle du FMI : veiller à la stabilité du système monétaire international</i>	12
<i>La Banque mondiale</i>	12
Le FMI et le programme d'ajustement structurel	13
<i>Logique des programmes d'ajustement structurel</i>	14
Stabilisation et ajustement structurel : définition	14
<i>Les programmes orthodoxes</i>	15
<i>Les programmes hétérodoxes</i>	15
<b>CHAPITRE II – LE PROGRAMME DE STABILISATION ET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL AU PÉROU</b>	17
La situation antérieure	17
Les étapes du PAS	19
<i>Première étape : août 1990-janvier 1991</i>	20
<i>Deuxième étape : février 1991-décembre 1992</i>	
<i>Les réformes économiques et l'auto-coup d'Etat</i>	20
<i>Troisième étape : 1993-mars 1996 – La période Camet</i>	21
<i>Quatrième étape : avril 1996-2000 – Les désillusions du PAS</i>	21
Le programme de stabilisation	22
Les réformes structurelles	23
<i>La libéralisation commerciale et financière</i>	23
<i>La libéralisation des marchés</i>	24
<i>Les privatisations</i>	25
<i>La réforme de l'Etat</i>	26
<i>La réinsertion dans le système financier international</i>	26
<b>CHAPITRE III – DIX ANNÉES DE NÉOLIBÉRALISME AU PÉROU</b>	29
Les objectifs « externes » du PAS	29
<i>Le paiement de la dette extérieure</i>	
<i>et la réinsertion du Pérou dans le système financier international</i>	29
Les réformes structurelles	31
<i>Le contrôle de l'inflation</i>	31
Les objectifs domestiques du PAS	32
<i>La stabilisation économique</i>	32

Les contradictions et complications du PAS	34
<i>La distorsion des prix relatifs</i>	34
<i>La restriction d'accès aux fonds de la privatisation</i>	35
Les conséquences économiques du PAS	37
<i>Coût économique de la réduction de l'inflation</i>	37
<i>La diminution du revenu et de la demande interne</i>	38
<i>Le chômage et la perte du capital humain</i>	39
<b>CHAPITRE IV – LE COÛT SOCIAL DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET LA PERTINENCE DU MODÈLE PRIMAIRE EXPORTATEUR</b>	41
Augmentation de la pauvreté	41
<i>La pauvreté chronique</i>	43
<i>La pauvreté récente</i>	43
<i>La pauvreté inertielle</i>	43
L'éducation et la santé	44
L'augmentation de la violence	45
La pertinence du modèle primaire exportateur	46
<b>CONCLUSIONS GÉNÉRALES</b>	49
Accomplissement des objectifs externes	49
Stabilité économique précaire	49
Compétitivité, revenu et demande interne en perdition	50
Le coût social payé par les pauvres	50
« Plus on produit, plus on s'appauvrit », ou le paradoxe du PAS	50
<b>ANNEXES</b>	55
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	53

## INTRODUCTION

### Problématique

Le travail que nous présentons cherche à analyser le programme de stabilisation et d'ajustement structurel (PAS) appliqué au Pérou pendant la décennie des années 1990.

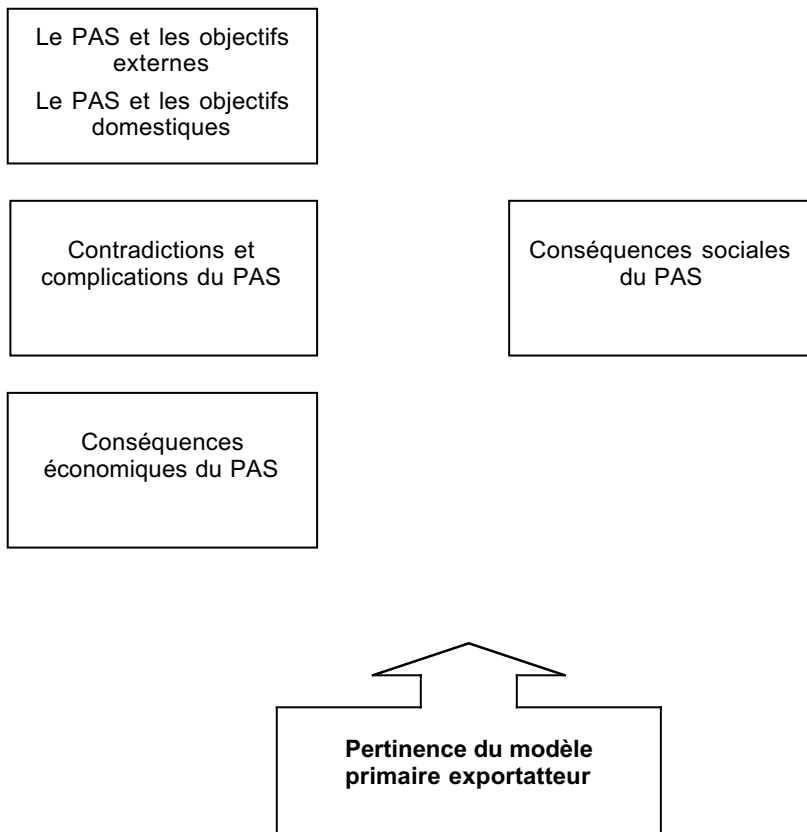
Le PAS appliqué au Pérou est une partie du modèle néolibéral contrôlé et mis en œuvre par les institutions internationales – appelées aussi institutions de Bretton Woods –, conformément aux accords conclus dans le Consensus de Washington.

Plusieurs analyses ont été faites de ce programme économique appliqué au Pérou et nous avons constaté qu'elles dénotent parfois une certaine confusion. Il est courant de lire que « le programme d'ajustement structurel a échoué parce qu'il n'a pas été capable d'améliorer les conditions économiques de chacun et chacune des Péruviens » ou encore que « le programme a échoué parce que le chômage, la pauvreté et les indicateurs du niveau de vie se sont détériorés au cours des dix dernières années ». D'autre part, on trouve ce genre d'arguments : « Le programme est un succès parce qu'il a permis la modernisation du pays », etc. Tous ces points de vue sont parfaitement valables ; néanmoins, nous croyons qu'il est nécessaire de les situer dans un contexte qui puisse donner une vision d'ensemble, de même qu'une vision particulière de chacun des éléments en question.

Selon nous, on ne peut juger de l'efficacité ou de l'absence d'efficacité d'un programme qu'en l'évaluant à partir de ses objectifs et à l'intérieur d'un système de référence adapté et avec des critères inhérents à celui-ci. Il n'est pas possible d'évaluer un programme à partir de résultats qui échappent à ses objectifs ; dans ce cas, nous parlerons des conséquences de l'application du programme.

Après une présentation du parcours du néolibéralisme depuis les années 1940 jusqu'à nos jours (chapitre 1) puis de l'application de programme d'ajustement structurel au Pérou (chapitre 11), notre travail suivra un schéma d'analyse (schéma page suivante) comportant deux dimensions bien définies : d'un côté l'analyse de la partie économique et, de l'autre, l'analyse des conséquences sociales du programme. L'analyse de ces deux dimensions permettra d'élaborer quelques réflexions sur la pertinence du modèle de développement qui cherche à implanter le PAS, c'est-à-dire le modèle primaire exportateur. Nous ne ferons pas une analyse profonde de la viabilité du modèle primaire exportateur, car ce vaste sujet déborde nos connaissances limitées ; néanmoins, nous nous permettrons quelques réflexions qui peuvent aider à instaurer le débat sur le sujet.

## Schéma d'analyse



Nous analyserons la dimension économique, qui fera l'objet du chapitre III, en nous concentrant successivement sur les trois points suivants :

- 1) les objectifs du PAS ;
- 2) les contradictions et complications du PAS
- 3) les conséquences économiques de la mise en œuvre du PAS.

Quant aux objectifs du PAS, nous les avons divisés en deux, selon qu'il s'agit d'objectif « externes » ou « internationaux », soit les objectifs poursuivis par les institutions internationales, qui ont été les managers de la mise en œuvre du PAS, ou d'objectifs « domestiques » ou « nationaux », soit les objectifs qui ont une relation plus étroite avec l'activité économique nationale et dont l'accomplissement est plus étroitement lié aux intérêts « nationaux ».

Les objectifs externes comprennent entre autres :

- le paiement de la dette extérieure et la réinsertion du Pérou dans le système financier international ;
- l'ouverture et la libéralisation de l'économie péruvienne ainsi que la réforme de la propriété ;
- la réduction de l'inflation à un chiffre. Nous avons rangé cet objectif dans les objectifs externes parce que, à l'époque, il était très important de démontrer que

le programme pourrait réduire l'inflation à un niveau acceptable ; ce fait a joué un rôle symbolique très important. Néanmoins, il est vrai que l'accomplissement de cet objectif a aussi été suivi d'une répercussion positive immédiate sur l'économie nationale.

Parmi les objectifs domestiques, mentionnons

- ❑ la stabilisation économique ;
- ❑ le contrôle de l'inflation ;
- ❑ la viabilité de la balance des paiements. Il est vrai que la balance des paiements est en étroite relation avec le commerce international et les exportations mais, dans le cadre de notre analyse, nous la considérons comme une variable étroitement liée au développement de l'économie nationale.

En résumé, les objectifs externes sont des objectifs poursuivis par les institutions internationales et ce qui importe vraiment en dernier ressort, c'est l'accomplissement de ces objectifs. Par ailleurs, l'accomplissement des objectifs domestiques ou nationaux pourrait aider à développer l'économie nationale et, par conséquent, à résoudre les problèmes du Pérou. Toutefois, les institutions impliquées subordonnent le programme entier à l'accomplissement des objectifs externes.

Après cet examen des objectifs du PAS, nous nous pencherons sur le deuxième aspect, soit les contradictions et complications du programme. Ces problèmes et blocages économiques qui se sont présentés pendant l'exécution du programme sont par exemple l'altération des prix relatifs ainsi que la sous-évaluation du taux de change et son effet sur l'inflation. De tels points faibles peuvent être corrigés à travers des politiques économiques maniables à l'intérieur du programme ; une telle correction pourrait contribuer à un meilleur développement du programme.

Dans le troisième et dernier point de l'analyse de la dimension économique du programme, nous examinerons les conséquences économiques de la mise en œuvre du PAS : les coûts économiques engendrés si l'on veut maintenir l'inflation au niveau d'un chiffre ; les problèmes de récession et la diminution de la demande interne ; le problème criant du chômage et la perte du capital humain.

La dimension sociale fera l'objet du chapitre IV, où nous analysons l'alarmante augmentation de la pauvreté et examinons les indicateurs de l'éducation et de la santé. Nous prenons aussi en considération l'augmentation de la violence, particulièrement la violence urbaine, comme une conséquence directe du programme.

L'ajustement structurel est, au niveau global, un changement du paradigme de développement en direction d'un modèle primaire exportateur. Nous élaborerons quelques réflexions sur la pertinence de ce modèle, avant de terminer notre étude par les conclusions générales auxquelles nous serons parvenus.

## **Variables d'analyse**

Les programmes d'ajustement structurel sont soutenus par un modèle *standard*, développé sur la base de la théorie monétaire de la balance des paiements, mais conçu également pour inclure d'autres théories, dont particulièrement la théorie de l'absorption<sup>1</sup> (Raffinot 1991).

De ces analyses sont exclus les indicateurs sociaux tels que le niveau alimentaire, l'emploi, le revenu réel, l'état de santé ou d'éducation, etc. Les

---

<sup>1</sup> La théorie de l'absorption considère que les privatisations, vues comme l'obtention, la prise de contrôle ou l'achat des sociétés d'Etat par le secteur privé, constituent le facteur fondamental du PAS.

« modèles d'équilibre général calculable macro-micro » constituent un cadre logique qui permet d'intégrer certains effets sociaux, mais ils pourraient difficilement prendre en considération les effets des programmes d'ajustement structurel sur l'alimentation, la santé ou l'éducation des populations aussi bien que les structures sociales et les processus de redistribution. Cet ensemble d'éléments omis par le modèle d'agrégats macroéconomiques s'appelle coût social (Castel 1995).

Les variables employées dans ce travail font partie de la méthodologie des institutions désignées pour concevoir le modèle. Nous emploierons en outre les indicateurs sociaux pour mesurer les effets de l'application du PAS. Parmi les variables les plus importantes, mentionnons le PIB (produit intérieur brut), le taux d'intérêt, l'émission monétaire, le déficit fiscal, les indicateurs du secteur externe (balance commerciale, balance des comptes courants, balance des paiements, réserves internationales nettes), la dette extérieure, l'emploi, l'éducation, les revenus réels, la violence, la santé et le niveau alimentaire, entre autres indicateurs du niveau de vie.

## Hypothèses

1) Notre première affirmation, que nous proposons comme hypothèse de travail, est que le programme d'ajustement structurel au Pérou n'a pas échoué ; au contraire, il a rempli avec succès ses objectifs fondamentaux, c'est-à-dire les objectifs externes, qui selon toute apparence seront durables à moyen et à long terme.

2) Selon notre deuxième hypothèse, les objectifs domestiques, eux, ont été accomplis de façon inefficace ; ils révèlent des résultats précaires et seront donc difficilement durables à moyen et à long terme.

3) Le Pérou a un système économique fragile et extrêmement dépendant des facteurs externes résultant du programme mis en œuvre.

4) Le programme d'ajustement structurel a nui aux intérêts de la population – hypothèse confirmée par l'analyse des conséquences économiques et sociales de l'application du PAS.

5) Il s'ensuit que le modèle économique primaire exportateur mis en œuvre au Pérou n'est pas pertinent ni adapté à la résolution des problèmes auxquels est confronté le Pérou d'aujourd'hui.

Toutes ces hypothèses se fondent sur les prémisses suivantes :

- la politique économique appliquée au Pérou n'étant pas une politique élaborée à l'intérieur du pays, elle n'a pas pris comme éléments de diagnostic les problèmes économiques, sociaux, culturels, structurels, etc., de la réalité péruvienne dans sa complexité. Nous en déduisons que cette politique économique n'est pas destinée à résoudre les problèmes économiques et sociaux flagrants du Pérou ;
- la politique économique mise en œuvre dans le Pérou des années 1990 est une stratégie développée par les institutions internationales de Bretton Woods, conformément aux accords conclus dans le Consensus de Washington. En conséquence, les politiques économiques appliquées par ces institutions sous la forme d'ajustements structurels ont pour but de résoudre les problèmes de l'économie mondiale et de leurs principaux acteurs et bénéficiaires.

## CHAPITRE I NÉOLIBÉRALISME, INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

### **Le néolibéralisme : du Mont-Pèlerin<sup>2</sup> au « village mondial »**

En 1944, Friedrich August von Hayek publie *The Road to Serfdom* (« La voie de la servitude »). Selon Perry Anderson, ce livre serait dans une certaine mesure le document fondateur du néolibéralisme. Trois ans plus tard, en 1947, von Hayek prend contact avec ceux qui partagent son orientation idéologique et les rejoint dans une petite station de vacances suisse, le Mont-Pèlerin, près de Vevey, dans le canton de Vaud. Parmi les illustres participants, on trouve non seulement les adversaires de l'Etat social en Europe, mais aussi les ennemis du *New Deal* américain.

La réunion eut lieu en avril 1947, à l'Hôtel du Parc. Parmi les personnalités présentes, nous trouvons Maurice Allais, Milton Friedman, Walter Lippman, Salvador de Madariaga, Ludwig von Mises, Michael Polanyi, Karl Popper, William E. Ranpard, Wilhelm Röpke et Lionel Robbins. A la fin de cette réunion, la Société du Mont Pèlerin est fondée, « sorte de franc-maçonnerie néolibérale, bien organisée et consacrée à la divulgation des thèses néolibérales, avec des réunions internationales régulières. [...] L'objectif de la Société du Mont Pèlerin est, d'une part, de combattre le keynésianisme et les mesures de solidarité sociale qui prévalent après la Seconde Guerre mondiale et, d'autre part, de préparer pour l'avenir les fondements théoriques d'un autre type de capitalisme, dur et libéré de toute règle » (Houtart & Polet 1999 : 13).

Nous n'allons pas nous attarder sur le long chemin que les thèses néolibérales ont dû parcourir. L'hégémonie de ce modèle ne s'est pas faite d'un jour à l'autre : le processus a été lent, avec des moments difficiles, des mutations et des rechutes, mais dans l'essentiel les fondements de la Société du Mont Pèlerin sont restés intacts.

En 1979, une nouvelle situation politique s'établit. Margaret Thatcher est élue premier ministre en Angleterre. Un an plus tard, Ronald Reagan est élu président des Etats-Unis. En 1982, Helmut Kohl l'emporte sur le social démocrate Helmut Schmidt. Quelques années après, presque tous les pays du nord de l'Europe occidentale, mis à part la Suède et l'Autriche, abordent un virage à droite. La vague « de droite » des années 1980 admet les conditions politiques nécessaires à l'application des recettes néolibérales, laquelle permettrait de sortir de la crise économique de l'époque.

En 1981, le légendaire Robert McNamara, qui avait joué un rôle important pendant la guerre du Vietnam, laisse la direction de la Banque mondiale au sénateur républicain ultralibéral Alden Clausen, qui appartient à l'équipe de Reagan. Dès ce moment, les conditions étaient claires : les pays qui s'étaient endettés pendant les décennies passées devaient mettre en place, sous la surveillance de la Banque mondiale et du FMI, une série de mesures destinées à faire entrer, de façon irréversible, les économies nationales dans l'économie de marché (Paraire 1995).

En 1982, la crise de la dette éclate. « Le jeudi 12 août 1982, Donald Regan, le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, recevait un appel téléphonique de son collègue mexicain Jesus Silva Herzog lui annonçant que le Mexique ne pouvait plus assurer le service de sa dette » (Hufty 1997 : 42). Peu après, et malgré les mesures de secours

---

<sup>2</sup> Cette partie est développée dans Houtart & Polet (1999).

du FMI, les résultats étaient visibles : la Banque mondiale annule tous les prêts aux pays en voie de développement ; « [...] les banques n'ont pas seulement suspendu leurs crédits : les prêts passés viennent à échéance et, dès 1983, des régions entières du tiers monde comme l'Amérique latine vont transférer davantage de flux financiers vers le Nord (au titre de remboursements, capital et intérêts) que le Nord n'offrira de nouveaux capitaux au Sud » (Comeliau 1991 : 29).

## **Les institutions internationales et le néolibéralisme**

Le but de cette partie est de connaître le rôle des institutions internationales (appelées aussi institutions de Bretton Woods) dans le contexte historique.

### **Le rôle du FMI : veiller à la stabilité du système monétaire international**

« Le FMI a été créé pour assurer la stabilité du système monétaire international, et faire en sorte que les liquidités internationales disponibles permettent la croissance continue de l'économie mondiale. Il s'agissait donc essentiellement de s'assurer de l'équilibre des balances des paiements. L'intervention du FMI était pensée dans un cadre libéral, pour lequel les déséquilibres de balance des paiements ne sauraient être que transitoires, compte tenu des forces de rééquilibrage qui s'exercent » (Raffinot 1991 : 124).

« C'est pourquoi le FMI n'est pas conçu comme un organisme de financement, mais comme un organisme de régulation, qui ne dispose que de moyens propres réduits, et qui n'accordait jusqu'à la fin des années 70 que des concours à très court terme à des conditions proches du marché. Il s'agissait d'accompagner les processus de rééquilibrage des balances de paiements, en les accélérant et les rendant moins heurtés, mais sans que le financement accordé par le FMI soit l'élément décisif du processus. C'est ce schéma qui s'est appliqué, en général avec succès, durant les trois premières décennies où l'activité du FMI a été essentiellement tournée vers les pays industrialisés. Jusqu'en 1975, la part des pays en développement dans les activités du Fonds est restée marginale ; elles ne sont devenues significatives qu'après 1975. Après 1980, le FMI ne s'est pratiquement plus occupé que de pays en développement » (Raffinot 1991 : 124).

### **La Banque mondiale**

« Il s'agit d'une banque de développement, chargée de financer des projets bien identifiés, soit à des conditions proches de celles du marché (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, BIRD), soit à des conditions très concessionnelles (Association internationale pour le développement, AID), ou sous forme de prises de participation dans des entreprises (Société financière internationale, SFI). Traditionnellement, l'attention était donc portée sur l'impact économique des projets en termes de croissance ou de bien être plutôt que sur les grands équilibres macroéconomiques. Le nombre important de projets qui n'ont pas atteint les objectifs attendus a conduit à s'interroger de plus en plus sur l'environnement macroéconomique et institutionnel des projets, identifié comme une des causes potentielles d'échec. [...] Par ce biais, les préoccupations de la Banque mondiale remontent du micro au macro, et interfèrent largement avec celles du FMI. En pratique, le plus souvent, la Banque cherche plutôt à favoriser la croissance à terme, alors que le Fonds est plus axé sur la stabilisation de court terme. Mais ce schéma souffre de nombreuses exceptions, suivant les particularités locales » (Raffinot 1991 : 124).

Au milieu de la décennie des années 1980, la Banque mondiale reconsidère sa mission dans le monde : d'une institution dont les prêts étaient basés sur des projets, elle est passée à une institution où les crédits sont basés sur des politiques, celles qui ont été résolues dans le Consensus de Washington de 1982 (Ugarteche 1999<sup>3</sup>).

## Le FMI et le programme d'ajustement structurel

Les statuts du Fonds monétaire international mentionnent les buts de cette institution :

- ❑ promouvoir la coopération monétaire dans le monde entier ;
- ❑ faciliter l'expansion du commerce mondial ;
- ❑ promouvoir la stabilité des taux de change ;
- ❑ assurer une aide financière aux pays ayant des difficultés dans leur balance des paiements, principalement à ceux où le service de la dette est devenu insupportable.

Jusqu'en 1974, le FMI distinguait trois types de déficit :

- ❑ les déficits « autoréversibles », qui peuvent être résolus sans intervention externe ;
- ❑ les déficits dus à un excès de demande interne provoquant une hausse insupportable des importations ; les financements par accords de confirmation seraient à court terme, avec une conditionnalité de caractère normal ;
- ❑ les déficits résultant d'un déséquilibre dû à un taux de change inquiétant ; les crédits approuvés auraient une conditionnalité de caractère normal et seraient accompagnés d'une première mesure de politique monétaire.

Les programmes destinés à faciliter la résolution de ces déficits constituent les « programmes de stabilisation » de court terme.

En 1974, le FMI complète cette typologie des déficits en y ajoutant ce que l'on connaît comme le « déficit structurel ». Selon ce diagnostic, les économies en question subissent de graves déséquilibres de paiements liés aux déséquilibres structurels de la production et des échanges, qui provoquent des distorsions de prix et de dépenses (Paraire 1995). En conséquence, à partir de 1974, il ne s'agit plus simplement de stabiliser la conjoncture et de rééquilibrer la balance des paiements à court terme, mais de modifier, à moyen terme, les structures et les comportements d'un pays pour l'adapter à une meilleure incorporation dans le système mondial.

Pour le FMI, les politiques d'ajustement ont pour objectif général « de rétablir et de maintenir la viabilité de la balance des paiements d'un pays membre dans un contexte de stabilité raisonnable des prix et des taux de change, avec un niveau d'activité économique et un taux de croissance soutenable sans que le pays ait à

---

<sup>3</sup> L'auteur explique que « *La ineficiencia manifiesta de sus políticas crediticias [las del BM] en proyectos ya habían puesto en cuestión el sentido de su existencia y eso lo llevó a un replanteamiento de su sentido existencial. De préstamos basados en proyectos a préstamos basados en políticas, el Banco Mundial cambió tanto su imagen como el sentido de su intervención* ». Il fait référence à Payer Cheryl, 1982, *The World Bank : A Critical Analysis*, New York : Monthly Review Press ; Mosley Paul, Harrigan Michel & Toye John, 1992, *Aid and Power*, Oxford : Macmillan.

Traduction : « L'inefficacité manifeste de leurs politiques de crédit [celles de la BM] dans les projets avait déjà remis en question leur existence, ce qui l'a amenée (la Banque mondiale) à les repenser. Des prêts basés sur des projets aux prêts basés sur des politiques, la Banque mondiale a changé son image autant que le sens de son intervention. »

N. B. Dans tout ce mémoire, les citations extraites d'ouvrages en espagnol ont été traduites par nos soins.

s'imposer des restrictions sur ses échanges et ses paiements. Pour atteindre ce but, les programmes d'ajustement viseront à restreindre la demande intérieure globale, à stimuler l'offre et surtout à améliorer l'efficacité économique [...] sans gêner la bonne marche d'un système libéral des changes et des paiements multilatéraux que le FMI considère comme la meilleure voie de développement et d'harmonie entre les nations » (Blardone & Caviezel 1995 : 16).

Cependant, pour le FMI, rétablir et soutenir la viabilité de la balance des paiements ne signifie pas nécessairement équilibrer la balance des transactions courantes, mais y trouver une situation telle que le déficit de la balance des transactions puisse être couvert par les flux des capitaux de long terme, comprenant ceux ci comme la transmission volontaire et de long terme de ressources financières provenant de l'étranger. Dans ce contexte, il est fondamental de prouver l'aptitude des économies nationales à assurer le service de la dette (Blardone & Caviezel 1995). En conséquence, un des buts du FMI et du programme d'ajustement structurel est de rendre la dette extérieure supportable, autrement dit, de rendre les pays aptes à assurer régulièrement le service de la dette.

### **Logique des programmes d'ajustement structurel**

Les déséquilibres financiers internes et externes sont interprétés par les institutions de Bretton Woods comme les distorsions ou les retards d'ajustement de politiques économiques face à des chocs externes ou internes. Dans l'essentiel, ces distorsions sont expliquées par l'excès de la demande par rapport à l'offre, et par des mesures internes (prix contrôlés, subventions) et externes (surestimation des taux de change et des contrôles, protectionnisme) discriminatoires. Quant à la structure des prix, la Banque mondiale interprète l'ajustement de la manière suivante : « Il s'agit de faire en sorte que les prix deviennent des indicateurs fiables, susceptibles de fournir aux producteurs des informations non biaisées sur les disponibilités en ressources et les préférences des consommateurs. Cela implique que les signaux venus du marché mondial soient intégrés à la prise de décision en matière de production et d'investissement, et donc que le système de prix relatifs soit aussi proche que possible de celui du marché mondial. Le moyen idéal pour parvenir à cet objectif serait que les prix se forment sur des marchés concurrentiels, au sein d'une économie ouverte. Réduire les obstacles à l'établissement d'une telle structure des prix relatifs, en identifiant les distorsions et en éliminant leurs causes, constitue le noyau central des politiques d'ajustement structurel » (Raffinot 1991 : 126).

Il est clair que parmi les suppositions de ce modèle, il faut admettre que les mécanismes du marché fonctionnent correctement et, ensuite, que les variables macroéconomiques, dont on cherche le niveau adéquat, peuvent assurer le retour à l'équilibre ; ces deux suppositions sont hautement discutables dans le cas des économies des pays en développement.

### **Stabilisation et ajustement structurel : définition**

Au niveau théorique, les programmes de stabilisation et l'ajustement structurel proposés sont de deux types (Barreto 2000) : d'une part, ceux qui trouvent leur origine dans l'école classique et qu'aujourd'hui nous appelons « monétaristes », « néolibéraux » et même « fonds-monétaristes », regroupés sous la dénomination d'« orthodoxes » ; d'autre part, ceux qui reposent sur la tradition structuraliste latino-américaine et sur les contributions de l'école postkeynésienne, nommés programmes « hétérodoxes ».

Raffinot indique que quelques pays ont mis en œuvre les dénommées politiques d'ajustement hétérodoxes (Argentine, Brésil) et d'autres la politique d'« auto-ajustement » (Rwanda, Burkina Faso) afin d'éviter les conséquences sociales des programmes d'ajustement proposés par les organisations internationales (Raffinot 1991).

#### **Les programmes orthodoxes<sup>4</sup>**

Selon les programmes orthodoxes de stabilisation, l'inflation est causée par l'excès de demande agrégée qui vient d'une forte expansion monétaire, d'une haute dépense publique et d'une sous-évaluation du taux de change. C'est pourquoi ils comprennent, entre autres, la restriction de l'offre monétaire, la libéralisation des prix, la libéralisation du taux de change et des taux d'intérêt, la restriction du crédit interne, l'élimination du déficit fiscal, l'élimination des subventions et des exonérations, et l'augmentation des prix jusqu'à un niveau proche d'un système de prix relatifs d'« équilibre ». A court terme, le programme orthodoxe a pour but fondamental la réduction de l'inflation.

Une autre composante essentielle des programmes orthodoxes est liée à l'établissement du libre marché et à l'élimination de la participation de l'Etat dans l'économie. Ce but fondamental des programmes orthodoxes est indissociable des principes politiques et idéologiques de l'école classique et néoclassique.

#### **Les programmes hétérodoxes<sup>5</sup>**

Les programmes hétérodoxes de stabilisation diffèrent des programmes orthodoxes quant à leur diagnostic des raisons de l'inflation. Pour eux, l'inflation a une composante inertielle très grande, conséquence tant des dépenses que des attentes. Leur objectif, à la différence des programmes orthodoxes, est de résoudre simultanément le problème de l'inflation et de la récession. Pour le réaliser, les programmes hétérodoxes proposent la participation et l'intervention directe de l'Etat dans la gestion des principales variables macroéconomiques. Ils accordent aussi une place importante à la concertation entre le gouvernement et les hommes d'affaires pour diminuer ou éliminer les attentes inflationnistes et réactiver de façon sélective certains secteurs productifs.

Les programmes hétérodoxes de stabilisation et d'ajustement et la façon dont ils ont été appliqués ont été une réussite pendant les premières années de leur mise en œuvre. Ensuite, ils ont produit une détérioration économique et sociale grave.

---

<sup>4</sup> Barreto (2000).

<sup>5</sup> *Idem.*

### **Qu'est-ce que l'ajustement structurel ?**

« Il s'agit avant tout de rééquilibrer financièrement les pays qui vivent au dessus de leurs moyens, en vue de sauvegarder les intérêts de leurs créanciers d'abord, et ensuite de les "remettre à flot", c'est-à-dire en position de s'insérer dans l'échange international, commercial et financier, avec toute l'honorabilité d'un partenaire qui a pris les mesures nécessaires pour ne plus être insolvable. » (Comelieu 1991 : 30)

## CHAPITRE II LE PROGRAMME DE STABILISATION ET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL AU PÉROU

### La situation antérieure

Le programme de stabilisation et d'ajustement structurel (PAS) mis en œuvre à partir de 1990 a fortement subi l'influence des conditions qui prévalaient alors, en ce qui concerne tant sa forme que son contenu. Pour cette raison, nous présenterons brièvement les caractéristiques principales de la situation précédant le PAS.

Soulignons d'abord l'importance de l'aspect symbolique de la crise généralisée que le Pérou a traversée avant 1990, puisque tous les résultats de la politique économique ont été comparés avec la situation antérieure. La crise économique laissée par le gouvernement d'Alan García (1985-1990) a en effet constitué la justification de l'application des politiques néolibérales en tant que seule issue devant l'échec de l'interventionnisme populiste.

Pendant les deux premières années du gouvernement d'Alan García, nous avons assisté à une croissance économique importante ; en 1986, la croissance du PIB était de 9,2 % et, en 1987, de 8,5 %. Cette croissance était basée sur l'expansion de la demande interne (consommation privée et publique), favorisée par une diminution des impôts, le contrôle des prix des marchandises et des services, un système de change multiple et des subventions à la production et à la consommation, c'est-à-dire par un ensemble de politiques « hétérodoxes » qui devait échouer plus tard (Gonzales de Olarte 1998).

A la fin de juillet 1990, l'économie a été affectée par un processus inflationniste sans précédent. Pendant la période de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), l'inflation a atteint 63 % en 1986, 115 % en 1987, 1700 % en 1988, 2800 % en 1989 et 7650 % en 1990. Selon Boloña, « le gouvernement de l'APRA avait causé une faillite plus grave que celle qui a été vécue pendant la Guerre du Pacifique » (Boloña Behr 1993 : 6). La croissance du PIB accumulée dans la période mentionnée ci-dessus est tombée de 7 % et le PIB réel par tête se montait à 720 dollars, un chiffre inférieur à celui de 1960 (Boloña Behr 1993 ; Barreto 2000).

Les réserves internationales ont chuté jusqu'à un solde négatif de 300 millions de dollars. La pression fiscale a baissé de 14,4 % à seulement 4,1 % du PIB. La liquidité totale a diminué de 17 % à 6 % du PIB. Les sociétés publiques ont perdu 1653 millions de dollars. Le revenu légal minimum a diminué de 50 %.

Cette situation s'est aggravée lorsque le Pérou a décidé unilatéralement de réduire le paiement de la dette extérieure à 10 % de la valeur totale des exportations, une attitude suite à laquelle le FMI a déclaré le Pérou « non éligible ». Avec cette décision, le pays perdit les possibilités d'accès aux crédits du FMI et aux crédits internationaux en général, de sorte que le gouvernement se trouva dans l'impossibilité de résoudre la crise de la balance des paiements (Gonzales de Olarte 1998). L'investissement étranger avait pratiquement disparu du pays ; en effet, d'après Boloña, le Pérou n'aurait reçu que 15 millions de dollars pendant cinq ans (Boloña Behr 1993).

La violence politique qui frappait alors le pays constitua un autre facteur important dans le Pérou des années 1980. Entre 1985 et 1989, les attentats terroristes ont augmenté, passant de 2050 à 3149. Dans « l'interview du siècle », Abimael Guzmán déclara : « *Nuestra interpretación del proceso de la sociedad peruana contemporánea plantea que a partir del 80 ha entrado el capitalismo burocrático en destrucción y como consecuencia se viene abajo todo el sistema y no tienen salida. Y si las cosas vemos, hay una crisis grave pero se les ha juntado dos décadas, la del 80 y la del 90, ambas críticas, no tienen salida alguna. En cuanto a años decisivos, entendemos por tales una más recia tempestad entre guerra popular y guerra contrarrevolucionaria, y creemos, reitero, que de ahí va a derivar el equilibrio estratégico* » (Guzmán Reynoso 1988)<sup>7</sup>.

En 1990, Guzmán considérait que « le Parti communiste du Pérou par le sentier lumineux de Mariátegui », plus connu comme le « Sentier lumineux », était arrivé à l'étape « d'équilibre stratégique », avec l'augmentation de la violence dans les campagnes de même que dans les villes (Guzmán Reynoso 1992).

La situation était devenue dramatique à cause de la crise économique aiguë et de la crise sociale et politique exprimées fondamentalement dans l'augmentation de la violence, ainsi que de l'affaiblissement de l'Etat comme conséquence de la crise généralisée du pays. Ce contexte a aidé à créer une « psychose » d'insécurité qui a miné la crédibilité du système (Crabtree 1999). Pour certains analystes, cette crise institutionnelle généralisée a constitué la condition suffisante pour mener à terme un ajustement structurel néolibéral (Ugarteche 1999 ; Gonzales de Olarte 1998).

La crise généralisée s'est manifestée sous des formes diverses. L'une d'entre elles était la perte de crédibilité et de poids électoral des partis politiques (1988-1990). Tandis que la société civile organisée s'affaiblissait sous les effets de la crise économique et de la violence politique, les partis politiques n'étaient pas préparés à répondre aux besoins des gens. Les organisations de base se sont principalement efforcées d'aider les gens à survivre, et celles qui avaient auparavant de l'influence au niveau national ont été fortement affaiblies (Crabtree 1999).

C'est alors qu'apparaît, trois mois avant les élections, un candidat presque inconnu, fils d'émigrants japonais, qui allait être élu président du Pérou. L'ingénieur agronome Alberto Kenyi Fujimori, ancien recteur de la prestigieuse Université nationale agraire (*la Molina*), devient le troisième président démocratiquement élu depuis 1980.

Un autre élément important à retenir est le manque de programme économique du candidat Alberto Fujimori Fujimori. Après le premier tour électoral, le candidat Fujimori a improvisé trois groupes de travail sur le plan économique (un à Lima, un autre à Bogota et le troisième à New York), et a confié un programme au FMI.

Les diverses pressions que le candidat Fujimori a subies pour aboutir aux accords avec le FMI sont aujourd'hui bien connues. Ces pressions ont porté leurs fruits en juin 1990, après la réunion que Fujimori a eue à New York avec Michel Camdessus, directeur du FMI, Barber Conable, président de la Banque mondiale,

---

<sup>6</sup> Abimael Guzmán, appelé aussi « président Gonzalo », est docteur en philosophie, fondateur et dirigeant du Parti communiste du Pérou, connu sous le nom de « Sentier lumineux ». Nous le mentionnons parce que, à part sa position politique discutable, il était un acteur important dans le panorama politique national qui nous intéresse.

<sup>7</sup> « Notre interprétation du processus de la société péruvienne contemporaine considère qu'à partir des années 80, le capitalisme bureaucratique est entré dans une étape de destruction entraînant l'effondrement de tout le système et débouchant sur une situation sans issue. Si nous examinons les faits, nous constatons qu'il s'agit d'une crise accumulée pendant deux décennies, celle des années 1980 et des années 1990, deux périodes critiques. Pour les prochaines années, nous pensons qu'il y aura un accroissement des tensions entre la guerre populaire et la guerre contre-révolutionnaire, et nous pensons que c'est à partir de là qu'un équilibre stratégique pourra se former. »

Enrique Iglesias, de la BID, Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et Hernando De Soto, président de l'Institut pour la liberté et la démocratie.

Ces accords prévoient la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel basé sur le Consensus de Washington, c'est-à-dire un programme à caractère néolibéral, avec pour dessein la réinsertion du Pérou dans le système financier international, pour lequel la renégociation et le paiement de la dette extérieure constitueraient une condition sine qua non. Ces deux éléments, la crise généralisée et l'absence d'une autre option programmatique appropriée, qui, dans pareil contexte, aurait pu constituer une base de négociation devant les pressions de la hiérarchie financière internationale, ont déterminé la nature radicale du PAS au Pérou (Gonzales de Olarte 1998).

Gonzales de Olarte (1998) développe trois hypothèses sur les facteurs qui déterminent les caractéristiques d'un ajustement structurel. Dans la première, qui se réfère au type d'alliance ou à la coalition politique et syndicale qui soutient le gouvernement et l'ajustement structurel, l'auteur pose que plus la coalition qui soutient le gouvernement est vaste et le nationalisme fort, moins les réformes néolibérales seront radicales. La deuxième hypothèse concerne la capacité opérationnelle et de proposition des institutions gouvernementales pour gérer l'ajustement. Selon cette hypothèse, une meilleure qualité institutionnelle de la coordination et de l'ordre de succession des opérations entraînera un plus grand contrôle de l'exécution de l'ajustement et des coûts sociaux moindres. Enfin, dans la troisième hypothèse, relative au degré d'autonomie du gouvernement face aux pressions internationales, degré qui dépend de la cohésion institutionnelle et de la politique interne, l'auteur énonce qu'à un degré d'autonomie plus grand correspond aussi une plus grande capacité de réorganiser l'économie en fonction des intérêts nationaux.

Si nous acceptons la validité de ces hypothèses, le Pérou de 1990 n'avait pas de possibilité de sauvegarde devant les intérêts internationaux et devant une nouvelle élite avide de pouvoir et prête à tout pour s'y maintenir.

### **Les étapes du PAS**

Bien qu'il n'y ait pas un ordre de succession précis des opérations entre le programme de stabilisation et les réformes structurelles, nous pouvons distinguer quatre étapes dans le processus d'application du programme. Soulignons qu'aucun débat et pas même le moindre accord politique n'ont eu lieu sur le contenu et le processus de la mise en œuvre du PAS. Les seuls interlocuteurs étaient le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et les pays du groupe d'appui. Les accords entre ces institutions et le gouvernement péruvien ont été communiqués plus tard.

Apparemment, on se hâta d'accélérer les mesures pour rendre l'ajustement irréversible et pour profiter de la faiblesse institutionnelle des groupes d'intérêt affectés par l'ajustement. Il faut mentionner aussi le caractère quasi dogmatique du ministre de l'Économie ultralibéral Carlos Boloña, qui était le promoteur principal du PAS. A cet égard, Boloña indique : « *Estaba convencido de que dichas reformas [las reformas estructurales] deberian realizarse paralelamente al proceso de estabilización y en el menor tiempo posible ; es decir, en menos de 3 años. Las reformas que no se hacen en los*

*primeros momentos difíciles de la estabilización ya no se hacen más* » (Boloña Behr 1993 : 54)<sup>8</sup>.

### **Première étape : août 1990-janvier 1991<sup>9</sup>**

Cette étape a été dirigée par l'ingénieur Juan Carlos Hurtado Miller, premier ministre chargé de l'Economie par Fujimori. C'est pendant cette étape qu'a été appliqué ce que l'argot populaire péruvien a appelé le *Fujishock*<sup>10</sup>, un paquet de mesures drastiques de stabilisation ; c'est aussi pendant cette étape qu'ont été entamées les libéralisations commerciale et financière, deux mesures plutôt réformistes que stabilisatrices.

En novembre 1990, on décelait déjà un certain progrès : l'inflation mensuelle avoisinait 6 % et les réserves internationales nettes (RIN) s'élevaient à 531 millions de dollars. Néanmoins, en décembre de la même année, le programme présentait ses premières difficultés : « *La reforma tributaria aprobada en diciembre significó un retroceso y las presiones del gasto público superaron los ingresos, propiciando en ese mismo mes un "gasolinazo"*<sup>11</sup> de 60 %. Esto motivó que la inflación mensual se empinara hasta el 24 % en diciembre y hasta el 18 % en enero. Tras estos acontecimientos, la credibilidad del programa económico se vio seriamente erosionada, sobre todo porque al momento de aplicar el programa se había dicho que la inflación debía de ser derrotada en seis meses y que no haría falta más gasolinazos » (Boloña Behr 1993 : 27)<sup>12</sup>.

### **Deuxième étape : février 1991-décembre 1992 Les réformes économiques et l'auto-coup d'Etat**

En février 1991, Hurtado Miller fut remplacé par Carlos Boloña, économiste de l'Université d'Oxford.

Les réformes structurelles ont été programmées en trois grandes vagues. Dans la première, introduite le 12 mars 1991 et achevée en avril de la même année, 61 décrets suprêmes ont été approuvés, dont 21 se référaient au commerce extérieur, 8 au marché de change, 3 au marché financier, 14 au secteur fiscal, 5 aux entreprises publiques et 8 au marché du travail. La deuxième vague de réformes structurelles s'est déroulée entre le 18 mai et le 15 novembre 1991. Elle comporte 117 décrets législatifs, pris sous la protection de la loi de délégation des pouvoirs quant à la pacification, la promotion de l'investissement et la promotion de l'emploi. Enfin, pendant la troisième vague de réformes, qui a eu lieu entre le 5 avril (date de l'auto-coup d'Etat) et le 30 décembre 1992, 745 décrets-lois ont été dictés. Ces réformes concernaient les secteurs commercial, financier, public, productif et social, ainsi que le rétablissement de l'Etat constitutionnel (Boloña Behr 1993).

---

<sup>8</sup> « J'étais convaincu que les réformes structurelles devraient se faire parallèlement au processus de stabilisation et dans les plus brefs délais, soit en moins de trois ans ; en effet, les réformes qui ne se font pas dans les premiers moments difficiles de la stabilisation ne se font jamais. »

<sup>9</sup> La description des quatre étapes ci-dessous s'inspire de Gonzales de Olarte (1998 : 43).

<sup>10</sup> Péruvianisme désignant la politique de « choc » mise en œuvre par Fujimori.

<sup>11</sup> « Gasolinazo » est le terme employé au Pérou pour exprimer une augmentation importante du prix de l'essence et l'augmentation conséquente des prix de quelques marchandises de consommation de masse (alimentation).

<sup>12</sup> « La réforme tribulaire approuvée en décembre a marqué un recul et les pressions des dépenses publiques ont dépassé le revenu, causant de ce fait, le même mois, un "gasolinazo" de 60 %. Cela a motivé une hausse de l'inflation en décembre et en janvier, jusqu'à respectivement 24 % et 18 %. Après ces événements, la crédibilité du programme économique était sérieusement érodée, principalement parce qu'au moment de l'application du programme, on avait assuré que l'inflation serait anéantie en six mois et que les "gasolinazos" ne seraient pas nécessaires. »

Le ministre Boloña était le vrai promoteur des réformes, de la déréglementation, des libéralisations et des privatisations. Il faut remarquer que la plupart des réformes ont été dictées par le pouvoir exécutif et non par le Congrès, et qu'en conséquence il n'y a eu aucun débat au niveau parlementaire sur les réformes, leur contenu et leur forme.

Pendant cette période se produisit l'auto-coup d'Etat exécuté par Fujimori, le 5 avril 1992. Le ministre Boloña a joué un rôle important à cette occasion puisqu'il a soutenu la mesure prise par le président. Cet appui a assuré la continuité des réformes et du programme de stabilisation en ce qu'il en a assuré la « crédibilité ». Ce n'est pas une coïncidence si la plupart des décrets-lois dictés par le gouvernement, 745 parmi les 923, ont été appliqués après l'auto-coup du 5 avril.

Un autre fait politique de très grande importance pour l'histoire du Pérou a été la détention, en septembre 1992, d'Abimael Guzmán, le « président Gonzalo », dirigeant du Sentier lumineux. L'emprisonnement de Guzmán a eu d'énormes répercussions sur les plans politique, social, économique, etc., que le gouvernement a su exploiter pour améliorer la crédibilité du PAS et augmenter la légitimité du gouvernement.

### **Troisième étape : 1993-mars 1996** **La période Camet**

Le ministre Boloña démissionne à cause de la récession de 1992 et est remplacé par l'ingénieur Jorge Camet. Camet était le représentant du secteur privé péruvien, il avait occupé la présidence de la *Confederación de Instituciones Empresariales Privadas* (CONFIEP).

Pendant cette période, le ministre fit preuve d'un manque d'initiative évident, ce qui permit que le programme économique fût dirigé depuis Washington ; en effet, quelques employés du FMI et de la Banque mondiale, de nationalité péruvienne et espagnole, avaient quitté leur place à Washington pour venir conseiller le nouveau ministre. Par conséquent, le Pérou est devenu, avec le PAS, le pays le plus orthodoxe et radical d'Amérique latine (Gonzales de Olarte 1998).

C'est à cette époque que le programme de stabilisation et les réformes montrèrent leurs premiers résultats attendus – réduction du taux d'inflation, diminution du déficit fiscal, privatisations des entreprises publiques, croissance économique des années 1993-1995 – mais aussi leurs faiblesses, qui à long terme seraient plus évidentes encore : l'appréciation du taux de change, le déficit dans les comptes courants de la balance des paiements, le déficit d'épargne par rapport à l'investissement, le chômage et le sous-emploi.

En décembre 1993 fut approuvée la nouvelle Constitution du Pérou, qui a consacré les principes néolibéraux comme la base de fonctionnement de l'économie péruvienne. Du point de vue politique, cette Constitution définit un régime plus focalisé sur le président que la précédente, réduit le Congrès à une seule Chambre, centralise l'administration publique et – mesure la plus importante – permet la réélection présidentielle.

### **Quatrième étape : avril 1996-2000** **Les désillusions du PAS**

En mars 1996, l'économie manifesta les premiers signes d'une crise fiscale et externe. A la fin de cette année, le Pérou était parvenu à un accord définitif de restructuration de la dette avec les pays membres du Club de Paris. En mars 1997,

le plan Brady de restructuration de la dette fut signé avec les banques privées. Dans son ensemble, la dette extérieure péruvienne fut restructurée de façon très favorable aux créanciers et défavorable au débiteur.

Dans ce qui suit, nous analysons le programme de stabilisation et les réformes économiques.

### **Le programme de stabilisation**

Le nouveau programme économique du Pérou a été mis en œuvre en août 1990, avec trois objectifs fondamentaux : la réduction de l'inflation, le paiement de la dette extérieure comme voie de réinsertion dans le système financier international, et l'augmentation de la production. Les principales caractéristiques du PAS ont été influencées par la situation économique et politique antérieure et par l'absence d'une autre proposition de programme de la part du gouvernement. Voici la liste des composantes essentielles du programme de stabilisation (Gonzales de Olarte 1998 ; Barreto 2000) :

- la suppression de toutes les subventions pour les producteurs et les consommateurs ;
- l'augmentation par 9 du prix de l'essence ;
- l'augmentation des tarifs des services publics ;
- la libéralisation et l'unification du taux de change et sa libre détermination postérieure ;
- la suppression de l'indexation des salaires du secteur public ;
- la suppression des contrôles des taux d'intérêt ;
- la suppression des restrictions aux importations ;
- l'établissement d'un comité de caisse fiscale ;
- l'annonce de la fin du financement du déficit fiscal de la part de la Banque centrale.

La hausse des prix publics a eu deux effets importants : d'abord, elle a permis d'augmenter rapidement le revenu fiscal et, ensuite, elle a obligé le secteur privé à changer des devises, accumulées avant le *Fujishock*, pour être capable de payer les services publics et les impôts. Cela a causé un flux rapide de devises vers le système financier et une augmentation des réserves internationales nettes sans une plus grande exportation. Ce fait a commencé à diminuer le taux de change réel, mais a permis au gouvernement d'entamer le remboursement de la dette extérieure avec des dollars achetés relativement bon marché (Gonzales de Olarte 1998).

Quant au programme monétaire, le gouvernement a organisé la méthode *caja única* (« une seule caisse »), dont la particularité réside dans son caractère restrictif puisque les dépenses du gouvernement sont faites seulement en fonction du revenu obtenu. La politique monétaire a limité l'offre monétaire en sols ; en réponse, le taux d'intérêt a commencé à monter et s'en est suivie une forte arrivée de capitaux à court terme.

Le programme économique est concentré fondamentalement sur deux axes : la discipline fiscale et l'inflexibilité de la politique monétaire. L'expansion de l'offre monétaire et le taux de change étaient fonction de l'excédent fiscal. Cette combinaison permet de mieux contrôler l'inflation, mais elle est un facteur de récession. Si l'on adopte ce modèle, il est indispensable qu'existe, après un certain temps, un flux monétaire complémentaire ; c'est à cette fin que les privatisations ont été conçues, comme des compléments indispensables grâce au flux de devises qu'elles produisent.

A l'intérieur de cet arrangement axé principalement sur le secteur fiscal, pratiquement comme le seul instrument politique, fut mise en œuvre la réforme de l'administration fiscale, qui faisait partie à la fois du programme de stabilisation et des réformes.

### **Les réformes structurelles**

Les réformes structurelles avaient deux objectifs : achever le programme de stabilisation et mettre en place les bases pour la modernisation du pays en changeant sa structure productive. En d'autres termes, cela signifiait développer un capitalisme de libre marché et réduire la taille de l'Etat.

Le ministre de l'Economie affirmait que la stabilisation était nécessaire, mais qu'elle n'était pas une condition suffisante pour la croissance. Les réformes devaient éliminer les régularisations et, aussi, « moderniser » l'économie, cette stratégie permettant d'attirer un plus grand investissement et favorisant une plus grande croissance.

Comme nous l'avons dit auparavant, les mesures de stabilisation et les réformes ont été appliquées de façon simultanée. On a pu le constater quand la libéralisation commerciale et financière et la déréglementation de l'économie entière ont eu lieu sans intervalles entre elles. Plus tard, lorsqu'ont commencé les privatisations des sociétés publiques, la réforme de l'administration fiscale et la privatisation du système de pensions ont débuté à leur tour.

### **La libéralisation commerciale et financière**

La réforme commerciale visait deux buts centraux : le premier, à court terme, consistait à fixer une limite aux prix domestiques des marchandises importées pour renforcer le processus de déflation et le second, à long terme, devait augmenter la compétitivité du secteur transable<sup>13</sup> de l'économie, afin de faciliter une allocation des ressources plus efficace (Barreto 2000). Pour atteindre ces objectifs, on adopta les mesures principales suivantes :

- ❑ diminution des tarifs douaniers d'importation à deux seuls niveaux : 15 % et 25 %. En 1997, ayant encore baissé à 12 % et 20 %, avec des surtaxes pour le secteur agricole, les tarifs sont devenus l'un des impôts les plus bas d'Amérique latine ;
- ❑ suppression des barrières non douanières, de même que de toutes sortes de prohibitions et de restrictions ;
- ❑ suppression des monopoles à l'importation de la part des sociétés publiques ;
- ❑ suppression des instruments de promotion d'exportations ;
- ❑ imposition de restrictions aux surtaxes des tarifs douaniers applicables aux produits agricoles ;
- ❑ réglementation de lois antidumping et de droits compensatoires.

Comme nous l'avons dit, le but de cette réforme était double. En ce qui concerne l'objectif à court terme (limiter les prix domestiques des biens importés), comme la libéralisation fut faite en même temps que la stabilisation, on omit de prendre en considération la sous-évaluation<sup>14</sup> du taux de change. Cela eut deux

<sup>13</sup> Le secteur « transable » désigne le secteur qui produit des biens exportables.

<sup>14</sup> Dans ce travail, nous employons l'expression « sous-évaluation du taux de change » pour indiquer le bas niveau du prix du dollar par rapport au sol ou, inversement, le haut prix du sol par rapport au dollar.

conséquences immédiates : d'une part, le revenu fiscal externe connut une diminution relative et, pour indemniser cette perte, on augmenta les impôts à la consommation ; d'autre part, le taux de change bon marché et les tarifs douaniers bas produisirent la fermeture partielle, la restructuration, la fusion ou la liquidation d'un grand nombre de sociétés industrielles.

En 1992, 1500 sociétés du secteur industriel étaient paralysées. La capacité installée employée par les industries, et fondamentalement par les industries productrices de biens d'équipement, était de 52 % en 1991, s'élevant jusqu'à 61,6 % en 1995.

L'augmentation des importations<sup>15</sup> produisit, dès 1991, un déficit commercial soutenu et croissant, atteignant de très hauts niveaux en 1995, de sorte que le gouvernement se vit obligé de « refroidir » l'économie en 1996.

Quant au but à long terme (accroître la compétitivité du secteur transable), la libéralisation commerciale avec un taux de change bon marché et des tarifs douaniers bas était censée entraîner des augmentations importantes de la productivité et par là une meilleure compétitivité du secteur en question. Dans les circonstances particulières du Pérou, ces conditions se sont avérées une barrière à l'installation d'un modèle exportateur extensif.

En ce qui concerne la réforme financière, elle avait comme buts principaux l'élimination de la répression financière, le développement du marché financier et la réduction des coûts de transactions dans les opérations financières. Pour ce faire, on adopta les mesures principales suivantes :

- libéralisation totale du marché des changes et des taux d'intérêt ;
- privatisation et restructuration de diverses institutions financières ;
- établissement d'une nouvelle loi uniforme pour toutes les institutions financières ;
- libéralisation du marché des assurances et réassurances ;
- mise sur pied d'une nouvelle législation sur le système coopératif et disparition de l'Institut national des sociétés coopératives (INCOOP).

Cette réforme financière fut accompagnée de la privatisation de toute la banque de promotion du développement. Ne demeura qu'une institution, la Corporation financière de développement (COFIDE). Une autre caractéristique importante de la réforme financière fut la création de nouveaux intermédiaires financiers, nés de la privatisation du système de pensions ; en plus, les cotisations obligatoires devaient être déposées dans les banques de commerce, avec des limitations de retrait de la part de leurs détenteurs.

La libéralisation commerciale et financière drastique combinée avec la politique monétaire restrictive et la sous-évaluation du taux de change a contribué au maintien de taux d'intérêt élevés et d'une dollarisation plus grande.

## **La libéralisation des marchés**

Il en alla de la libéralisation des marchés comme de la réforme commerciale et financière vue ci dessus : elle se fit, dans les grandes lignes, dès que possible et sans planification.

En 1991, le décret-loi 653 fut approuvé qui promouvait les investissements dans le secteur agricole. En 1995 fut approuvée la *ley de tierras*, qui consolidait

---

<sup>15</sup> Les importations des marchandises de consommation ont passé d'environ 1000 millions de dollars en 1990 à environ 5500 millions de dollars en 1997.

l'existence du « marché rural des sols » et supprimait toute limite à la propriété rurale. L'idée centrale était d'employer la terre comme garantie hypothécaire. Le département de l'agriculture élaborait dans la foulée un projet responsable du cadastre et des qualifications des sols, particulièrement dans la zone des Andes et la zone amazonienne.

Sur le plan du marché du travail, des mesures furent introduites pour l'assouplir jusqu'au point où les ouvriers du secteur privé pouvaient être engagés et licenciés de façon simple, rapide et peu coûteuse, ce qui signifiait la perte de la stabilité du travail. Voici les principales mesures adoptées :

- ❑ assouplissement de la stabilité du travail ;
- ❑ réglementation des grèves, avec le principe suivant: *jour sans travail, jour sans paie*
- ❑ fermeture des centres de travail sans avoir besoin de l'autorisation du Ministère du travail ;
- ❑ assouplissement des horaires de travail et modification des conditions de travail ;
- ❑ retrait de l'Etat dans l'établissement du salaire minimum vital ;
- ❑ approbation d'un système de pensions privé, administré par les institutions privées de fonds de pension ;
- ❑ réorganisation de l'administration publique, incluant un programme de réduction du personnel par l'incitation aux retraites volontaires.

Il résulta de cette réforme l'augmentation de l'offre de travail, particulièrement de la part des ouvriers non qualifiés, la stagnation des salaires et l'augmentation du chômage et du sous-emploi.

## Les privatisations

Un élément fondamental du programme économique était la réforme de la structure de base de l'économie : il s'agissait de réduire le rôle de l'Etat et de soutenir un meilleur fonctionnement des marchés sur la base de l'investissement et de l'activité privée. Comme l'affirmait le ministre de l'Economie Boloña, « *las empresas públicas, ganen o pierdan dinero, deben ser privatizadas y no hay mejor momento para hacerlo que ; ahora !* » (Boloña Behr 1993 : 77)<sup>16</sup>.

La privatisation des sociétés publiques a été entamée en juin 1991. Le gouvernement commença par vendre les sociétés les plus petites pour s'attaquer ensuite aux plus grandes, tactique qui permettait d'apprendre progressivement et de ne pas mettre le processus en péril. On créa la Commission de promotion de l'investissement privé (COPRI), organisme chargé d'organiser le processus de privatisation.

A la fin de l'année 1997, la somme accumulée des ventes se montait à 7553,5 millions de dollars, soit presque la valeur des exportations de l'année. A la même période, le nombre des sociétés privatisées s'élevait à 132 (Gonzales de Olarte 1998 : 54).

Du point de vue fiscal, le revenu de la vente des sociétés publiques permit au gouvernement d'accumuler un fonds de réserves important, contribuant à renforcer les réserves internationales nettes.

La privatisation des sociétés publiques eut des impacts importants aux niveaux macroéconomique et microéconomique.

---

<sup>16</sup> « Qu'elles gagnent ou qu'elles perdent de l'argent, les sociétés publiques doivent être privatisées et il n'y a pas de moment plus propice pour le faire que maintenant ! »

Dans la perspective macroéconomique, signalons l'importance des obligations d'investissement complémentaire ou l'investissement projeté, fruit des obligations des privatisations actuelles. En décembre 1997, ces obligations d'investissement complémentaire s'élevaient à 6623 millions de dollars, soit presque 90 % du total recueilli pour les privatisations jusqu'à cette date. Outre cet investissement projeté, il faut remarquer que le nouveau contexte attirait d'autres capitaux dans d'autres secteurs, produisant une situation de confiance qui se multipliait.

Dans la perspective microéconomique, l'impact des résultats n'est pas si encourageant. Le manque de planification dans la vente et le peu d'efforts menés pour régler les marchés ont produit la perte du bien-être général de l'utilisateur public des services privatisés. On est passé d'une situation de monopole d'Etat à celle de monopole privé, avec une distorsion des marchés.

### **La réforme de l'Etat**

La réforme de l'Etat avait pour objectif de réduire la taille de ce dernier aussi bien que son intervention dans l'économie. Elle impliquait la restructuration de l'Etat, la réforme fiscale, la réforme des dépenses publiques et une plus grande attention aux secteurs les plus pauvres (Boloña Behr 1993). Les principales mesures adoptées furent

- la privatisation des sociétés publiques ;
- la réforme fiscale ;
- la dissolution des institutions publiques ;
- la rationalisation de la structure de l'administration publique ;
- la création du Fonds de compensation pour le développement social (FONCODES).

### **La réinsertion dans le système financier international**

La réinsertion internationale constituait un but fondamental du programme économique. L'approche séquentielle planifiée par le gouvernement était basée sur les priorités suivantes : d'abord, rétablir les relations avec les organisations internationales et former le groupe d'appui ; deuxièmement, renégocier la dette bilatérale dans le Club de Paris puis, en se fondant sur cette renégociation, réaliser des accords bilatéraux avec les pays créanciers ; troisièmement, négocier avec la Banque commerciale ; quatrièmement enfin, faire de même avec les fournisseurs sans garantie officielle (Boloña Behr 1993 : 136).

Le premier pas pour aboutir à la réinsertion fut de reprendre les relations avec le Fonds monétaire international (FMI) et de lui payer les intérêts dus depuis septembre 1984. Un accord de l'« accumulation de droits » (RAP) fut adopté avec le fonds, qui eut comme conséquence l'approbation par le Conseil d'administration du FMI, le 12 septembre 1991, d'un programme économique de quinze mois, s'étalant entre 1991 et 1992. L'accomplissement des buts de ce programme permettait d'accumuler, par trimestre, le droit d'obtenir, à la fin de 1992, l'emprunt de 873 millions de dollars qui aurait servi pour payer les retards dus au fonds. Tout ce que le Pérou réussit à obtenir, ce fut l'obligation d'appliquer strictement le programme économique.

Un arrangement semblable à la RAP fut conclu avec la Banque mondiale. Quant aux retards vis-à-vis de la Banque interaméricaine de développement (BID), ils furent payés en septembre 1991, grâce à un crédit de 325 millions de dollars émanant du Fonds latino-américain des réserves (FLAR).

Une fois le groupe d'appui formé, dont les membres étaient les principaux créanciers du Club de Paris, dirigés par les Etats-Unis et le Japon, l'accord avec le FMI fut signé et la dette publique extérieure avec le Club de Paris renégociée ; on y envisageait le paiement de toutes les dettes échues courantes vis-à-vis des organismes internationaux et d'Amérique latine ainsi que des dettes échues financées vis-à-vis du Club de Paris.

En 1996, on aboutit finalement à un accord définitif de restructuration de la dette avec les membres du Club de Paris et, en mars 1997, on réussit à clore la restructuration de la dette vis-à-vis des banques privées. Le Pérou était ainsi réinséré dans la communauté financière internationale.



## **CHAPITRE III DIX ANNÉES DE NÉOLIBÉRALISME AU PÉROU**

Dans ce chapitre, nous analysons les objectifs du PAS, divisés en objectifs domestiques et en objectifs externes, les contradictions et complications du PAS et, finalement, ses conséquences économiques.

Nous tentons de démontrer premièrement que les objectifs externes ont été réalisés d'une manière satisfaisante, mais que leur accomplissement a néanmoins provoqué des conséquences négatives tant pour l'économie que pour la population ; deuxièmement, que les objectifs domestiques, fondamentalement liés à la stabilité économique, ont été partiellement accomplis et que l'économie péruvienne n'est pas pleinement stabilisée.

Nous poursuivons l'analyse économique en présentant les contradictions et complications du PAS, dont les principales faiblesses sont les taux d'intérêt élevés, la sous-évaluation du taux de change et le piège que constitue la possibilité d'employer les fonds des privatisations, la sous-évaluation du taux de change et l'inflation.

Nous considérons que le programme économique néolibéral a réalisé avec succès les objectifs qu'il s'était fixés depuis le début, à savoir la réduction de l'inflation à un chiffre, le paiement de la dette extérieure et la réinsertion du Pérou dans le système financier international ainsi que la libéralisation de l'économie. Néanmoins, le programme a produit ses propres contradictions et complications, le rendant non viable à moyen et à long terme.

Le fait que le programme a accompli ses objectifs ne signifie pas nécessairement qu'ils sont bénéfiques pour le Pérou et pour 25 millions de Péruviens. C'est ce que ce travail voudrait démontrer, à savoir que non seulement les objectifs de la politique économique mise en œuvre au Pérou pendant les dix dernières années ne prennent pas en considération les problèmes et les aspirations du peuple péruvien, mais que, en outre, le succès même de ces objectifs est, dans la plupart des cas, la véritable cause de la crise généralisée que traverse le Pérou.

### **Les objectifs « externes » du PAS**

#### **Le paiement de la dette extérieure et la réinsertion du Pérou dans le système financier international**

L'un des buts immédiats du PAS au Pérou était de normaliser les relations du pays avec la communauté financière internationale. Cela supposait la reprise du service de la dette publique externe, d'abord, auprès des organismes multilatéraux, ensuite, des gouvernements du Club de Paris et, finalement, de la Banque commerciale internationale dans le cadre du plan Brady (Dancourt 1997 : 21).

Comme nous l'avons vu dans le chapitre I, l'un des objectifs les plus importants des institutions de Bretton Woods, et donc du programme d'ajustement structurel, est de rendre supportable la dette extérieure, autrement dit que le pays soit solvable et surtout qu'il assume la décision politique d'assurer régulièrement le service de la dette (amortissement et intérêts).

Suite aux négociations avec les créanciers et les organismes internationaux, on s'est rapproché d'un accord selon lequel les paiements des échéances comprises

entre 1983 et 1992 seraient remis à plus tard et les intérêts reportés jusqu'à 1993. C'est en 1996 que fut signé l'accord définitif avec les institutions internationales : l'ensemble de la dette, et pas uniquement les échéances, fut à nouveau réparti sur vingt-cinq années. « *Es lo que se llama un exit agreement. La característica de un acuerdo de salida es que no puede ser renegociado. Es decir, si se incumplen los pagos, se catapultan todos los pagos de manera inmediata. Hasta la fecha nadie ha incumplido un acuerdo de salida* » (Ugarteche 1999 : 114)<sup>17</sup>.

Pour beaucoup d'analystes, les négociations de la dette extérieure, tant avec le Club de Paris qu'avec les opérations de la banque privée, n'ont pas été favorables au Pérou. Selon Gonzales de Olarte (1998), en 1992, des conditions extrêmement dures ont été acceptées au Club de Paris et, en 1996, les négociations se sont basées sur des indicateurs irréels, tels qu'une production brute interne gonflée selon la méthodologie employée par l'Institut national des statistiques et l'adoption de niveaux de pauvreté inférieurs aux niveaux réels.

De la même façon, la négociation de la dette privée, dans le cadre du plan Brady, s'est faite alors que les cours des valeurs de la dette péruvienne sur le marché secondaire de New York étaient à leur plus haut niveau. Selon l'analyste Raymundo Morales<sup>18</sup>, les valeurs de la dette auraient dû être rachetées lors du premier semestre de 1993, raison pour laquelle on avait conçu une stratégie de « rachat silencieux ». Finalement, suite au changement du ministre de l'Economie (Camet prenant la place de Boloña), le rachat fut différé jusqu'en juillet 1994. Il dura deux ans et demi, jusqu'à la fin de 1996. Ce fait provoqua une augmentation des cours des valeurs de la dette, qui de 0.10 centimes passèrent à 50 centimes.

Les cycles de négociations eurent lieu entre 1993 et 1997 ; ils prirent beaucoup plus de temps que le plan Brady mexicain de 80'000 millions de dollars, qui fut résolu en un semestre, ou que le plan Brady pour le Costa Rica, qui dépassa à peine un an. En avril 1997, le ministre de l'Economie refusa de présenter devant le Congrès de la République les contrats signés le 7 mars 1997. L'accord du plan Brady fut discuté au Congrès en octobre 1997, après une interpellation du ministre de l'Economie (Ugarteche 1999).

En raison de ces négociations obscures, la somme des débours prévue pour l'avenir par le service de la dette extérieure a augmenté de façon considérable : d'ici à 2020, le Pérou doit payer une moyenne de 1750 millions de dollars annuels (tableau 1).

Le premier objectif du PAS a ainsi été bel et bien accompli, bien que le poids de la dette puisse sembler injustement exagéré. Comme le dit Alan García, il se peut que « la seule chose à laquelle Fujimori ait été fidèle [soit] le paiement scrupuleux de la dette »<sup>19</sup>.

---

<sup>17</sup> « C'est ce qu'on appelle un *exit agreement*. La caractéristique d'un accord de sortie est qu'il ne peut pas être renégocié. Autrement dit, si les paiements n'ont pas été effectués, tous les paiements sont immédiatement reportés. Jusqu'ici, *personne n'a failli à un accord de sortie*. » (Nous soulignons.)

<sup>18</sup> Voir *La República*, 23 mars 1999.

<sup>19</sup> Voir l'interview d'Alan Garcia en Belgique, dans *La República*, 16 février 1999.

**Tableau 1 – Pérou : paiements programmés du service de la dette extérieure (1997-2020)**  
(millions de dollars)

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Plan Brady	300	300	300	300	300	300	550	550	550	550	550	550
Club de Paris	582	664	900	955	999	979	1092	1070	1054	1020	992	975
Multilatéraux	450	450	450	500	500	500	500	500	500	500	500	500
Autres	122	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130
<b>Total</b>	<b>1454</b>	<b>1544</b>	<b>1780</b>	<b>1885</b>	<b>1929</b>	<b>1909</b>	<b>2272</b>	<b>2250</b>	<b>2234</b>	<b>2200</b>	<b>2172</b>	<b>2155</b>

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2120
Plan Brady	550	550	550	550	550	550	550	550	550	100	100	100
Club de Paris	929	761	769	757	738	463	368					
Multilatéraux	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
Autres	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130
<b>Total</b>	<b>2109</b>	<b>1941</b>	<b>1949</b>	<b>1937</b>	<b>1918</b>	<b>1643</b>	<b>1548</b>	<b>1180</b>	<b>1180</b>	<b>730</b>	<b>730</b>	<b>730</b>

Source : Gonzales de Olarte (1998 : 79).

### Les réformes structurelles

1) La *libéralisation commerciale et financière*, que nous considérons comme un objectif externe du PAS en ce qu'elle obéit aux exigences du marché mondial et non aux besoins de l'économie nationale en particulier, a été accomplie avec succès au Pérou. En effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre II, les mesures en faveur de la libéralisation du système commercial et financier ont été appliquées conformément à leur planification. Dans la dernière partie de ce chapitre, nous verrons les conséquences de cette libéralisation et ses implications pour la durabilité du programme.

2) La *réforme de la propriété* – La privatisation du dispositif de production, l'un des objectifs centraux du programme, fut introduite par la vente des entreprises publiques et, plus tard, par la transmission de fonctions ainsi que de services de l'Etat au secteur privé. Aujourd'hui, après dix ans de privatisation, la majeure partie du dispositif de production est dans les mains d'entreprises transnationales privées.

### Le contrôle de l'inflation

Le contrôle de l'inflation constituait l'un des points les plus importants du programme. Grâce à une gestion disciplinée dans le domaine des finances publiques et de la politique monétaire, l'inflation est effectivement passée de 7650 % en 1990 à 6,1 % en 1998 (tableau 2).

Le déficit fiscal est passé de 6,5 % du PIB en 1990 à 0,7 % en 1998 ; d'autre part, la recette fiscale ayant été plus grande, la pression fiscale a augmenté de 8,2 % du PIB en 1990 à 12 % en 1998. Enfin, grâce à la discipline monétaire mentionnée ci-dessus, l'émission monétaire a diminué, passant de 5214 % du PIB en 1990 à 5,5 % en 1998 (tableau 2).

En bref, la politique monétaire menée contre l'inflation doit son efficacité au fait que la Banque centrale de réserve a accompli son obligation de discipline monétaire.

**Tableau 2 – Pérou : taux d'inflation, émission monétaire, déficit fiscal et pression fiscale (1990-1998)**

Année	Inflation (%)	Emission (%)	Déficit fiscal (% du PIB)	Pression fiscale (% du PIB)
1990	7 649.7	5 214.2	6.5	8.2
1991	139.2	96.1	2.1	8.7
1992	56.7	62.3	3.0	9.8
1993	39.5	33.6	2.5	9.9
1994	15.4	48.2	2.2	10.6
1995	10.2	36.9	2.7	11.1
1996	11.8	9.2	1.1	12.0
1997	6.5	19.1	0.1	13.0
1998	6.1	5.5	0.7	12

Source : Barreto (2000 : 106).

## Les objectifs domestiques du PAS

### La stabilisation économique

Nous nous posons la question suivante : l'économie est-elle vraiment stabilisée ? Si oui, la stabilité atteinte est-elle solide ? Plusieurs auteurs s'accordent à penser que la *stabilité économique relative atteinte au Pérou est très fragile et vulnérable*. Barreto considère que pour déterminer si l'économie péruvienne est stable ou non, il est nécessaire d'analyser deux composantes fondamentales du PAS : le contrôle de l'inflation et la durabilité des comptes externes (Barreto 2000).

Nous avons vu que le contrôle de l'inflation constitue un des accomplissements principaux du programme économique et que cet accomplissement est dû grâce à une gestion disciplinée dans le domaine des finances publiques et de la politique monétaire. Barreto explique ainsi qu'en termes généraux la politique monétaire s'est avérée efficace dans sa lutte contre l'inflation. Dès août 1990, la contraction réelle de l'émission monétaire s'est traduite par la suppression des crédits du système bancaire et, par conséquent, dans le secteur productif, ainsi que par la suppression de tout financement du secteur public. Ces obligations formaient partie des *lettres d'intention* signées avec le FMI en 1993.

Quant à la durabilité des comptes externes, Barreto analyse le comportement de la balance des paiements et de ses composantes. Alors qu'en 1988, la balance des paiements péruvienne avait enregistré un déficit de 949 millions de dollars, elle allait éprouver un excédent croissant entre 1990 et 1998. Or, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que durant les sept premières années, cet excédent a été réalisé aux dépens d'un déficit croissant dans la balance des comptes courants, financé avec l'entrée de capitaux à court et à long terme, éloignant pour l'instant le spectre d'une crise de la balance des paiements.

Barreto affirme que le financement de la balance des comptes courants (balance commerciale plus balance des services financiers et non financiers) – qui a permis l'excédent de la balance des paiements et l'accumulation des réserves internationales nettes (RIN) – a été possible d'une part grâce à la libéralisation du marché financier, qui a produit l'augmentation des taux d'intérêt, les rendant supérieurs à la norme internationale, ainsi que l'augmentation du flux de capitaux à court terme, et d'autre part grâce à la privatisation des entreprises de l'Etat, qui a augmenté le revenu des capitaux à long terme ; ceux-ci, joints aux capitaux à court terme, ont commencé à financer les importations. Il s'ensuit que sans une

augmentation des flux de capitaux à long terme, la balance des paiements aurait été négative, ce qui montre bien la fragilité de la stratégie consistant à soutenir la balance des comptes courants négatifs dans l'espoir que les flux de capitaux externes continuent.

De son côté, Dancourt (1997) attribue deux raisons fondamentales à la fragilité de la stabilité économique du Pérou. Premièrement, alors que l'économie dépend largement de la politique monétaire et fiscale, l'économie péruvienne des années 1990 manque d'un système de politique monétaire et fiscale qui puisse bien fonctionner sans produire de grandes ruptures au niveau de l'activité économique. En effet, suite à deux réformes structurelles dans le secteur financier, la dollarisation du système bancaire et l'ouverture de comptes de capitaux, l'autorité monétaire ne recourt plus aux instruments de base historiquement employés pour faire face aux chocs externes défavorables à l'économie péruvienne. Deuxièmement, une balance des paiements qui, pendant plus de dix années consécutives, a enregistré un déficit dans la balance des comptes courants (tableau 3) n'est pas durable à moyen et à long terme, et cela indépendamment de son financement.

En résumé, le PAS a permis une stabilisation économique relative parce qu'il a contrôlé l'inflation, mais sans résoudre le problème de la balance des comptes courants qui reflète la fragilité de la balance des paiements et, donc, du secteur externe péruvien. Par conséquent, on est en droit d'affirmer que l'économie péruvienne n'est pas pleinement stabilisée.

Peut-on alors avancer que sous cet aspect en particulier le PAS n'a pas accompli son but de stabilisation et a montré une faiblesse dans son application ? La réflexion de Blardone et Caviezel (1995) nous aide à répondre à cette question. Ces auteurs considèrent que, pour le FMI, rétablir et maintenir la viabilité de la balance des paiements a pour but non pas d'équilibrer nécessairement la balance des transactions courantes, mais de parvenir à une situation telle que le déficit de la balance des transactions puisse être couvert par les flux de capitaux à long terme, y compris la transmission volontaire et de longue durée de ressources financières venant de l'étranger. Dans ce contexte, il est fondamental de prouver l'aptitude des économies nationales à assurer le service de la dette.

**Tableau 3 – Pérou : indicateurs du secteur externe (1990-1998)**  
(millions de dollars)

Année	Balance commerciale	Balance des comptes courants	Balance des paiements	Réserves internationales
1990	399	-1 383	176	682
1991	-189	-1 509	836	1 933
1992	-341	-2 102	693	2 425
1993	-607	-2 302	724	2 910
1994	-998	-2 649	3 034	6 025
1995	-2 165	-4 306	935	6 693
1996	-1 988	-3 626	1 882	8 862
1997	-1 733	-3 408	1 629	7 982
1998	-2 477	-3 789	-949	7 514

Source : Barreto (2000 : 107).

## Les contradictions et complications du PAS

La plupart des économistes s'accordent à reconnaître une série de complications de la politique économique, qui vont à l'encontre d'une croissance soutenue de l'économie. En voici les principales.

### La distorsion des prix relatifs

Les prix relatifs sont un ensemble d'indicateurs qui guident les agents économiques sur un marché, afin de choisir les options les plus profitables et au moindre risque.

#### *Des taux d'intérêt élevés*

Selon Barreto, des taux d'intérêt élevés constituent un obstacle à la consolidation de la stabilité économique ; il estime que les taux d'intérêt actifs qu'encaissent les banques pour les prêts qu'elles consentent sont extrêmement élevés en termes réels, surmontant largement le niveau des taux internationaux, et ajoute que les taux d'intérêt élevés ne permettent pas à l'intermédiation financière de s'accomplir librement et s'opposent au rétablissement de l'activité économique et de la compétitivité.

En effet, en 1998, la moyenne des taux d'intérêt actifs en monnaie nationale (TAMN) se montait à 32,6 % et les taux actifs dans des devises étrangères (TAMEX) à 16 %, alors que les taux d'intérêt internationaux étaient respectivement de 5,8 % et de 8,5 % au Libor (le marché de Londres) et à la Prime Rate (le marché de New York).

En outre, Ugarteche (1999) affirme que le différentiel entre taux actifs et taux passifs en dollars est usuraire. Ce différentiel atteint en effet 1540 points basiques (*basic points*) alors que dans d'autres pays la marge se situe entre 20 et 40 points basiques. Quant au taux d'intérêt en monnaie nationale (le sol), Ugarteche affirme que le taux d'intérêt pour l'épargnant en sols est de 5,32 % et le taux d'intérêt pour le prêteur de 139,25 %. Cela est possible à cause d'un marché financier oligopolistique et extrêmement concentré.

Selon Gonzales de Olarte (1998), le problème des taux d'intérêt élevés est dû particulièrement à deux facteurs :

- 1) les réserves obligatoires<sup>20</sup> élevées et le faible coefficient d'endettement des banques par rapport à leur capital, faisant partie d'une stratégie de réduction du risque financier ;
- 2) l'écart considérable entre taux d'intérêt actifs et passifs (spread) que maintiennent les banques en raison de leurs frais d'opération élevés à cause du manque d'efficacité qui persiste dans le système bancaire. L'auteur fait à ce sujet une remarque importante : il est très difficile de modifier ces taux à moins d'assouplir la politique monétaire extrêmement rigide – or, cela s'avère presque impossible puisqu'une telle politique est l'un des axes du programme économique.

---

<sup>20</sup> Montant minimal de réserves que les banques doivent avoir au crédit de leur compte à la Banque centrale.

## *La sous-évaluation du taux de change*<sup>21</sup>

Le deuxième obstacle à la consolidation de l'économie est la sous-évaluation du taux de change, qui, selon Barreto, est fondamentalement due à une demande de devises restreinte de la part du dispositif productif, en raison de la récession, ainsi qu'à l'entrée de capitaux à court terme et au surplus de l'offre de dollars résultant du trafic de drogue. Cette sous-évaluation du taux de change a des effets négatifs en ce qu'elle réduit non seulement la compétitivité des exportateurs, mais aussi celle de la production locale de marchandises qui rivalise sur un pied inégal avec les importations. Autrement dit, elle ne favorise pas l'expansion des secteurs transables de l'économie.

Rappelons que l'économie péruvienne est une économie dollarisée ; en 1996, 75 % de tous les dépôts en banque et 74 % de tous les prêts étaient en devises étrangères (Iguiñiz 1999b). Cette dollarisation, ainsi que l'élection d'une politique monétaire austère au début du PAS, l'entrée de capitaux à court terme et les narcodollars, constituent les sources principales de la sous-évaluation du taux de change, qui, comme le fait remarquer Gonzales de Olarte, est un objectif en partie délibéré de la politique économique : la sous-évaluation du taux de change est inhérente au programme d'ajustement structurel et il est impossible de la corriger sans contrôler l'entrée des capitaux, sans changer de politique monétaire et, particulièrement, sans modifier les objectifs de maintenir une inflation basse et de rembourser la dette extérieure, puisque le taux de change en vigueur joue un rôle capital dans l'accomplissement de ces deux objectifs.

Le taux de change bas produit une distorsion des prix relatifs en dollars. Les salaires réels des hommes d'affaires ont réduit leur pouvoir d'achat domestique et accru leur pouvoir d'achat international, de sorte que ceux-ci doivent payer une main-d'œuvre relativement chère, ce qui les rend moins compétitifs, et, à leur tour, les ouvriers touchent des salaires ne leur permettant pas de vivre décemment. Le PAS a ainsi produit une demande interne limitée et un secteur exportateur non minier aux coûts de production très élevés, et les prix relatifs ne favorisent ni une économie d'exportation, ni une économie centrée sur le marché interne.

Il est malaisé de remédier à cette sous-évaluation du taux de change tant que l'on n'assume pas le coût d'un rythme d'inflation dans une période où la dévaluation sera plus grande que l'inflation. Le problème est que la rectification des prix relatifs nécessiterait des changements dans la politique économique et, par conséquent, au niveau du paradigme du modèle primaire exportateur, changements impossibles conformément aux accords et aux obligations du gouvernement parce qu'ils remettraient en question les attentes des objectifs externes du PAS.

## **La restriction d'accès aux fonds de la privatisation**

Les privatisations ont signifié un revenu d'environ 8000 millions de dollars pour le Pérou. Néanmoins, le gouvernement ne peut pas employer ces ressources parce que, selon la logique du PAS, une injection de dollars complémentaires produirait un retard du taux de change plus grand et des pressions inflationnistes. *« Esta situación bloquea, obviamente, las posibilidades de convertir al Estado en un promotor más activo del desarrollo a partir de la utilización productiva de estos recursos, y generar la paradoja de un país que teniendo escasez crónica de inversión por falta de financiamiento, cuando lo tiene no lo puede utilizar. Y por si fuera poco, la mayor parte de los fondos de la privatización se encuentran depositados en cuentas en el extranjero ganando*

---

<sup>21</sup> Rappelons que dans notre étude, la « sous-évaluation du taux de change » désigne le bas niveau du prix du dollar par rapport au sol ou, inversement, le haut prix du sol par rapport au dollar.

*intereses menores a los que el Perú paga a los organismos internacionales* » (Gonzales de Olarte 1998 : 79-80)<sup>22</sup>.

Cette situation paradoxale appelle deux commentaires. D'abord, le gouvernement a conduit l'économie selon des paramètres tellement stricts que nous pourrions les qualifier de « fondamentalistes néolibéraux ». La gestion de la politique économique n'a été évaluée qu'à travers trois indicateurs macroéconomiques : l'inflation, la croissance et le niveau des réserves. Garrido-Lecca décrit ce fait comme le « complexe de l'oncle Picsou ». L'auteur analyse la crise financière de la fin de 1998, lorsqu'il y avait une fuite massive des capitaux à court et à moyen terme et que le système financier national était resté sans liquidités. Il estime qu'un excès de réserves peut être aussi mauvais que leur manque si l'on se trouve en situation de crise et de récession. Les fonctionnaires du FMI eux-mêmes préconisent qu'un pays doit avoir des réserves équivalentes à trois mois d'importations, considérés comme le niveau idéal de réserves. Or, en octobre 1998, le Pérou avait presque seize mois de réserves – dont la plupart probablement déposées dans des banques suisses – mais, comme le fondamentalisme libéral l'ordonne, « les réserves sont intouchables ».

L'auteur se demande quel est le niveau idéal de réserves pour le Pérou. Sa réponse est la suivante : « *Seamos conservadores y en lugar de los US\$ 2000 millones que corresponderían a tres meses de importaciones, digamos US\$ 8000 millones. En la coyuntura de fines del 98, hubiéramos podido tomar US\$ 1000 millones (de los US\$ 10'000 que teníamos) y los hubiéramos podido depositar en los bancos peruanos para compensar la cancelación de las líneas del exterior, evitar la ruptura de la cadena de pagos y obtener 7 % u 8 % anual de interés en lugar del 5 % que pagan los bancos suizos. [...] Usted se preguntará por qué no se tomó la decisión de traer US\$ 1000 millones de reservas ? Porque hubiésemos perdido reservas. Pero si yo traigo US\$ 1000 millones de reservas, esos mil millones se dejan de llamar "Reservas Internacionales Netas" y pasan a llamarse "activos del Banco Central de Reserva". No he perdido los fondos, no los he gastado, sólo los he depositado en Perú; pero ya no se llaman, contablemente, Reservas Internacionales Netas. Para este gobierno, perder reservas, aunque sea sólo en el papel, es pecado* » (Garrido-Lecca 2000 : 34)<sup>23</sup>.

Notre second commentaire est lié aux problèmes de corruption du gouvernement de l'ex-président Fujimori. En septembre 1999, le premier ministre et ministre de l'Economie, Victor Joy Way, est apparu devant le Congrès de la République pour tenter de détailler, de façon maladroite et incompréhensible, comment les 8622 millions de dollars que la COPRI (Commission de promotion de l'investissement privé) avait mentionnés comme produit du processus de privatisation avaient été dépensés. Il n'en restait que 1277 millions en septembre

---

<sup>22</sup> « Cette situation bloque, évidemment, les possibilités d'utiliser l'Etat comme promoteur actif du développement à partir de l'utilisation productive des ressources de capital, et finit par mettre le pays dans une situation paradoxale : celui-ci souffre d'un manque chronique d'investissement dû à un manque de financement qui, même quand il existe, ne peut être utilisé. Et pour comble, la plupart des fonds de la privatisation sont déposés sur des comptes à l'étranger à des intérêts inférieurs à ceux que le Pérou paie aux organismes internationaux. »

<sup>23</sup> « Soyons conservateurs et, au lieu des 2000 millions de dollars qui correspondraient à trois mois d'importations, parlons de 8000 millions de dollars. Dans le contexte de la fin de 1998, on aurait pu prendre 1000 millions de dollars (sur les 10'000 millions qu'on avait ) et les déposer dans des banques péruviennes pour compenser l'annulation des lignes de crédit de l'extérieur, éviter la rupture de la chaîne des paiements et obtenir 7 % ou 8 % d'intérêts annuels au lieu des 5 % que payaient les banques suisses. [...] Vous vous demandez pourquoi on n'a pas pris la décision de transférer 1000 millions de dollars des réserves ? C'est parce qu'on les aurait perdus ; en effet, si je prélève 1000 millions de dollars des réserves, ce milliard ne s'appelle plus "réserves internationales nettes", mais "actifs de la Banque centrale de réserve". Je n'ai pas perdu les fonds, je ne les ai pas dépensés ; je les ai seulement déposés au Pérou. Pourtant, ils ne font plus partie du domaine comptable (réserves internationales nettes). Pour ce gouvernement, perdre des réserves, bien que ce ne soit que sur le papier, est un péché. »

1999, soit 14 % de la vente de presque toutes les entreprises publiques. Le ministre a indiqué que 1500 millions avaient été employés dans le secteur social, administré directement par l'ex-président Fujimori à travers le Ministère de la présidence, et 1500 autres millions dans l'achat d'armements pour remplacer les pertes matérielles après la défaite de la guerre contre l'Equateur, et que 1800 millions de dollars appartenaient au fonds de réserves.

On sait aujourd'hui que l'achat d'armements a été entaché d'irrégularités. Tous ces achats sont bien entendu restés secrets, l'ex-président en personne ayant été le responsable de la dissimulation de ces obscures affaires. Il était évident qu'après toutes ces gestions frauduleuses de l'argent des privatisations, le gouvernement ne pouvait courir le risque d'employer une partie de cet argent pour éviter des crises financières au Pérou.

### **Les conséquences économiques du PAS**

La plupart des économistes considèrent que la perte ou la diminution de la capacité productive nationale, l'augmentation du chômage, etc., sont des échecs du PAS. Selon nous, ces résultats sont des conséquences négatives du PAS, non pas des échecs, puisque la stimulation de la demande interne, l'augmentation du niveau de l'emploi, la protection et le soutien de l'industrie nationale, etc., n'ont jamais fait partie des objectifs du programme.

Du point de vue économique, Fujimori a favorisé trois variables qui lui ont permis de compter sur l'appui international et de conserver une certaine popularité au niveau national : baisser l'inflation, rembourser la dette extérieure et maintenir un niveau important de réserves internationales. En principe, il n'y a rien de mauvais à cette stratégie, mais il faut remarquer l'énorme coût économique qu'elle a impliqué ; l'économie entière a en effet été mobilisée pour la bonne marche de ces trois variables.

### **Coût économique de la réduction de l'inflation**

L'économiste Félix Jiménez (2000) soutient que la réduction de l'inflation à un chiffre a provoqué plus de dégâts que de bénéfices au Pérou. Il analyse la méthode du programme gouvernemental pour réduire l'inflation, soit la sous-évaluation du taux de change et l'ouverture commerciale. Le taux de change a été maintenu à un niveau presque fixe, mais inférieur de moitié par rapport à sa valeur en juillet 1990. Cette politique a considérablement détérioré la compétitivité de la production industrielle nationale et également réduit le marché intérieur de cette production à cause de la forte pénétration des importations. Elle a certes inséré le Pérou dans l'économie mondiale, mais comme importateur. Entre 1990 et 1998, les exportations ont augmenté à 72,3 % alors que les importations ont atteint 258,5 %.

L'industrie manufacturière n'a plus été le moteur de la croissance économique. En perdant sa compétitivité, elle a aussi perdu de l'importance en tant que génératrice d'emplois permanents et de revenus décents.

**Tableau 4 – Pérou : indice de parité de change et inflation (1985-1999)**

Année	Mois	Parité de change	Inflation
1985	Juillet	100.00	10.34
1987	Décembre	208.00	9.60
1990	Décembre	39.16	23.73
1991	Décembre	31.52	3.74
1992	Décembre	33.07	3.80
1993	Décembre	32.17	2.51
1994	Décembre	29.03	0.60
1995	Décembre	29.61	0.50
1996	Décembre	29.79	1.20
1997	Décembre	28.86	0.60
1998	Décembre	32.50	0.60
1999	Décembre	33.21	0.30

Source : Jiménez (2000 : 10).

D'après Jiménez, « pocas son las ramas donde los cambios en la competitividad están asociados a mejoras en la productividad, y no a la depresión de la demanda interna y de los salarios, ni a la existencia de capacidad ociosa. La reducción del mercado interno para la producción manufacturera provocada por el espectacular crecimiento de las importaciones, afectó el carácter macroeconómico de la productividad, así como la presencia e importancia de los rendimientos crecientes y, por tanto, del comercio intra-industria. Es verdad que las ganancias en competitividad se concentraron en ramas con rendimientos crecientes, pero estas ramas, como las imprentas, las pinturas, los muebles, los artículos minerales no metálicos, las maderas, los alimentos y los productos del cuero, tienen muy poca capacidad de generación y difusión del progreso técnico » (Jiménez 2000 : 11-12)<sup>24</sup>.

Ainsi, le coût économique de la réduction de l'inflation est la « désindustrialisation » de l'économie ainsi que la perte de compétitivité et de marché dans le secteur qui générait le plus d'emplois et de revenus.

### La diminution du revenu et de la demande interne

D'après une étude de la société Apoyo Opinión y Mercado<sup>25</sup> (juillet 1999), le niveau du revenu par famille dans la ville de Lima Métropolitain a diminué de 22,9 % entre les années 1995 et 1999 ; le revenu des familles du secteur E (le plus pauvre) a chuté de 25 %, celui des familles du secteur A de 28,8%, celui des familles du secteur B de 14,6 %, et celui des familles du secteur C de 17,4%. En outre, 19,9 % des familles faisaient partie du secteur B en 1995, contre seulement 15,3 % en 1999. Le même phénomène s'est produit pour le secteur E, de façon plus ample encore : ce secteur a doublé, passant de 5,6 % des familles en 1995 à 11,9 % des familles en 1999 (Garrido-Lecca 2000).

<sup>24</sup> « Rares sont les domaines d'activité où l'évolution de la compétitivité est associée à une amélioration de la productivité, et non à une diminution de la demande interne et une baisse des salaires, ni à l'existence de la capacité oisive. La réduction du marché intérieur de la production manufacturière, provoquée par la croissance spectaculaire des importations, a affecté le caractère macroéconomique de la productivité, tout comme la présence et l'importance des rendements croissants et en conséquence, du commerce intra-industrie. Il est vrai que les gains dus à la compétitivité ont été concentrés dans des branches à rendements croissants, mais ces branches, telles que l'imprimerie, la peinture, le mobilier, les articles minéraux non métalliques, le bois, l'alimentation et les produits dérivés du cuir, ont une capacité restreinte de génération et de diffusion du progrès technique. »

<sup>25</sup> Les sociétés d'analyse statistique emploient la méthode de stratification de la population selon le revenu. La population a été divisée en cinq strates, qui sont chacune désignées par une lettre, de A à E, selon l'importance décroissante de leur pouvoir d'achat ; à la strate A appartiennent les secteurs dotés du pouvoir d'achat le plus élevé, et à la strate E la population aux revenus les plus faibles (extrême pauvreté).

Il faut souligner que la détérioration du pouvoir d'achat des citoyens s'est aggravée depuis le début de la décennie 1990. Ainsi, en août 1990, date désignée pour le lancement du programme de stabilisation et d'ajustement structurel, la rémunération minimale a chuté de 29 % en termes réels. En décembre de la même année, elle avait perdu 32 % de son pouvoir d'achat de juillet 1990.

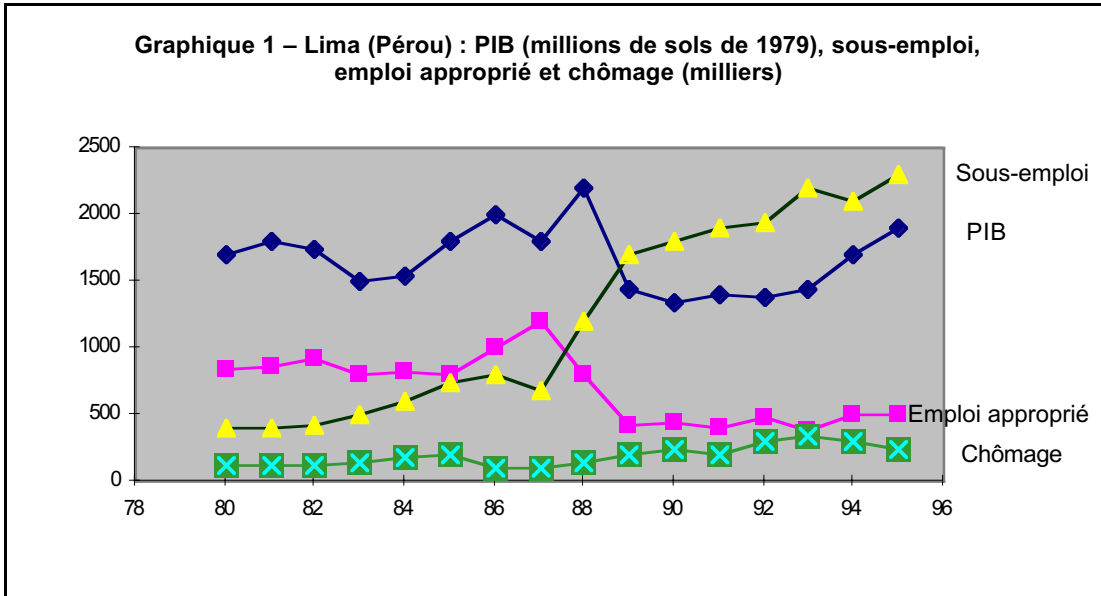
Selon Jiménez (2000), en août 1990, les rémunérations du secteur public ont diminué de moitié et, en décembre, avaient perdu 62 % de leur pouvoir d'achat de juillet. En août 1990, les rémunérations du secteur privé ont diminué de 42 % en moyenne en termes réels. Ce même mois, les rémunérations au niveau national chutaient de 43 % en termes réels.

Garrido-Lecca attribue les faibles taux d'inflation enregistrés de nos jours à une chute de la consommation des produits de masse. Il se base sur l'information fournie par SAMIN, société leader dans l'élaboration de données et l'analyse du comportement de la consommation à l'intention des entreprises nationales ainsi que des plus importantes multinationales de la branche des produits de consommation de masse au Pérou. SAMIN indique qu'entre juillet 1995 et avril 1999, la consommation de lait en poudre a baissé de 43,4 % ; elle est tombée à 26,2 % pour les conserves de poisson, à 22,9 % pour le beurre, à 22,5 % pour le café et à 28,9 % pour le savon. « Il est pathétique d'observer que la consommation de thé a augmenté » (Garrido-Lecca 2000 : 198).

Les cadres des sociétés de consommation de masse confirment la chute de la demande. Le directeur général de KIWI (société fabriquant des produits de nettoyage) évaluait ainsi, pour 1999, à 10 % la chute de la consommation de leurs produits par rapport à 1998, une année déjà médiocre à cause du phénomène El Niño et de la paralysie économique du dernier trimestre. Plus sérieux encore, le même cadre estimait la réduction des prix réels de leurs produits à un ordre de 8 % à 10 %. Autrement dit, la demande diminue en dépit de la baisse des prix. En outre, le directeur général de Colgate Palmolive Pérou (articles de nettoyage en général) a déclaré que les prix réels de ses produits s'étaient réduits de 5 % à 20 % et que, malgré cela, il prévoyait une réduction de la demande pour 1999 (Garrido-Lecca 2000).

## **Le chômage et la perte du capital humain**

Trois facteurs sont à l'origine de la détérioration des niveaux d'emploi approprié et de la croissance du chômage et du sous-emploi. Premièrement, la réforme du travail a assoupli le marché du travail et abouti au renvoi massif de travailleurs dans les secteurs public et privé. Deuxièmement, la libéralisation commerciale et la sous-évaluation du taux de change ont eu pour conséquence des importations élevées, qui ont déterminé l'arrêt des usines et limité l'utilisation de la capacité installée du secteur industriel, en dessous de 60 % en moyenne. Dans quelques branches, telle l'industrie mécanique, l'utilisation de la capacité installée a diminué de 30 %, générant une augmentation impressionnante du chômage et du sous-emploi. Troisièmement, comme les prix relatifs baissent le prix des biens de capital importés, ils incitent à adopter des changements technologiques qui permettent d'économiser de la main-d'œuvre (Gonzales de Olarte 1998).



Source : Gonzales de Olarte (1998 : 82).

La perte du capital humain<sup>26</sup> représente un autre coût économique important. Au Pérou, la main-d'œuvre augmente de près de 300'000 Péruviens chaque année, parmi lesquels des professionnels qui obtiennent un diplôme universitaire, des techniciens, etc. Néanmoins, l'offre de travail ne suffit pas à couvrir cette demande. Un cas récurrent est celui de professionnels sortis des universités qui, n'arrivant pas à trouver un travail approprié, finissent par travailler comme chauffeurs de taxi, gardiens privés ou vendeurs ambulants informels. Après un ou deux ans de telles activités, ils découvrent qu'il est impossible de rivaliser avec les nouvelles générations de professionnels et restent sous-employés pour pouvoir survivre.

<sup>26</sup> On entend par « capital humain » la valeur de l'éducation et des compétences acquises par une personne.

## CHAPITRE IV

### LE COÛT SOCIAL DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET LA PERTINENCE DU MODÈLE PRIMAIRE EXPORTATEUR

Jusqu'à maintenant nous avons vu comment le programme de stabilisation et d'ajustement structurel appliqué au Pérou a accompli ses objectifs strictement néolibéraux et, évidemment, aussi son objectif de fond : restructurer l'économie en se basant sur les intérêts du capital, dans un cadre d'ouverture et de globalisation qui renforce le marché mondial et requiert la participation stratégique du capital international.

Mais quels sont les coûts sociaux de ce programme ? En d'autres termes, quelles sont les conséquences du programme libéral appliqué au Pérou ? Dans ce chapitre, nous essaierons de démontrer que les plus pauvres et ceux qui appartiennent à une classe moyenne pratiquement réduite à néant sont ceux qui souffrent avec le plus de rigueur des conséquences de ce programme.

Le PAS a eu un coût social très élevé, particulièrement pour les plus pauvres, qui subissaient déjà les conséquences du gouvernement de l'APRA de la période 1985-1990. Ce coût s'est manifesté principalement dans

- l'augmentation du chômage et du sous-emploi ;
- la réduction des niveaux de revenu ;
- la détérioration des niveaux de consommation ;
- l'augmentation du coût de subsistance ;
- le développement des stratégies de survie ;
- la détérioration de la quantité et de la qualité des services publics comme l'éducation, la santé, etc. ;
- la distribution injuste du revenu ;
- l'augmentation de la pauvreté et de la violence et, en général, l'accentuation des tensions sociales qui approfondissent la désintégration de la société péruvienne.

Le Pérou compte parmi les pays dont certains indicateurs sociaux sont les plus bas et les plus inquiétants d'Amérique latine et du monde, et cependant ces indicateurs ne reflètent pas la réalité dans son entier car ce sont des moyennes statistiques qui cachent d'énormes inégalités entre la côte et la montagne (soit entre Lima et le reste du Pérou), entre les secteurs sociaux pauvres et les familles riches. Par exemple, selon les chiffres officiels, la moyenne de la sous-alimentation infantile parmi les enfants âgés de moins de 5 ans a baissé de 36,5 % à 25,8 % entre 1991 et 1996 (*Enquête nationale de santé – ENDES III*). Il ne s'agit là que d'une statistique établie en mesurant la taille ou le poids des enfants ; plusieurs spécialistes affirment qu'en fait les taux de sous-alimentation due au déficit de microsubstances nutritives (tel le manque de fer, qui provoque l'anémie) atteignent jusqu'à 70 % parmi les enfants pauvres.

#### **Augmentation de la pauvreté**

L'augmentation de la pauvreté est un des coûts les plus dramatiques de la précaire stabilité économique du gouvernement de Fujimori. Aux « pauvres traditionnels », dont la situation s'était déjà aggravée suite à la crise produite par le gouvernement de l'APRA, il faut ajouter une légion de « nouveaux pauvres », constituée fondamentalement par la classe moyenne, comprenant ainsi des

professeurs d'école, des infirmières, des ouvriers ou des fonctionnaires qui, ayant perdu leur place de travail, se sont convertis en vendeurs ambulants. Les femmes, les jeunes hommes et les enfants viennent encore grossir les rangs du secteur informel, avec un revenu très bas.

**Tableau 5 – Pérou : évolution de la pauvreté (1985-1996)**  
(% de la population nationale)

	1985	1991	1994	1996
Pauvreté	41.6	53.6	49.6	51.3
extrême	18.4	21.5	20.2	16.6
pas extrême	23.2	32.1	29.4	34.7

Source : Barreto (2000 : 111).

D'après les informations qu'offre l'*Enquête nationale sur les niveaux de vie* (ENNIV) de 1991, la pauvreté, qui comprend les personnes dont le revenu ne suffit pas à couvrir le coût d'un panier de base de consommation formé par l'alimentation, d'autres marchandises et des services, a augmenté de 42 % à 54 %, soit approximativement de 8 millions à 12 millions de Péruviens. Quant à la pauvreté extrême, qui concerne les personnes dont la dépense totale ne suffit pas à couvrir le coût d'un panier de base de consommation formé seulement par l'alimentation, elle a augmenté de 18 % à 22 %, soit d'environ 3,6 millions à plus de 5 millions d'habitants (tableau 5).

Pour 1994, les données de l'ENNIV montrent que la pauvreté a diminué de 54 % à 50 % et la pauvreté extrême de 21,5 % à 20 %. Cette réduction est sans nul doute due au programme de lutte contre la pauvreté mis en œuvre par le gouvernement (tableau 5).

Récemment, l'institut Cuánto a constaté l'apparition de trois nouvelles catégories de pauvres dans le nouveau panorama de la pauvreté péruvienne – qui compterait 15'866'341 Péruviens sur un total de 25 millions : le pauvre chronique, le pauvre récent et le pauvre inertiel. Cuánto a utilisé pour cette étude la méthode intégrée de mesure de la pauvreté (MIMP), une méthodologie combinée que complètent la méthode monétaire et celle des besoins fondamentaux insatisfaits. En effet, la crise économique est si grave que les indicateurs habituels de mesure de la pauvreté ne sont plus suffisants ; c'est le cas des deux méthodes traditionnellement employées pour mesurer la pauvreté, la méthode des besoins fondamentaux insatisfaits (BFI) et l'approche monétaire ou méthode de la « ligne de pauvreté ». La méthode des besoins fondamentaux insatisfaits (BFI), qui indique le nombre de besoins satisfaits dont une personne a besoin pour vivre dans la dignité, s'avère limitée en ce qu'elle ne prend en compte que les besoins au niveau structurel, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas modifiés à court terme ; de tels besoins insatisfaits sont entre autres les logements inadéquats, exigus et surpeuplés, le manque de services hygiéniques, les chefs de foyer ayant une éducation insuffisante, les enfants non scolarisés et la mortalité infantile. D'autre part, l'approche monétaire ou méthode de la « ligne de pauvreté » n'est pas non plus suffisante. Cette méthode tient plutôt compte de la dimension temporelle, c'est-à-dire du moment où, dans des situations de crise, les personnes peuvent passer d'un côté à l'autre de la « ligne » suite à la perte d'un emploi ou à la faillite d'un petit commerce. Selon l'approche monétaire, une famille type de cinq membres (deux adultes et trois enfants) est pauvre si elle doit vivre avec moins de 1200 sols par mois (en moyenne 600 francs suisses).

Chacune de ces deux méthodes était utilisée séparément. Cette dernière décennie cependant, la pauvreté s'est saisie des classes moyennes de la société,

faisant apparaître les nouvelles catégories de pauvres, d'où le besoin de la méthode intégrée de mesure de la pauvreté (MIMP).

### La pauvreté chronique

Toute personne qui appartient à la catégorie de la pauvreté chronique consomme en dessous du seuil de pauvreté et compte plus d'un besoin fondamental insatisfait ; selon Cuánto, 6'242'504 Péruviens étaient concernés en 1997 (tableau 6). « Alicia Gargate, de 30 años. Ella vive con su esposo y sus tres hijos, el primero de diez, el segundo de ocho años (que no va a la escuela) y el último de un año de edad, en un cerro invadido en Pamplona Alta. El esposo, que trabaja eventualmente como cargador en un mercado de Lima, suele llegar a casa con un promedio de diez soles diarios. Ella cuida los hijos y cocina. "Un día hago sopa y el otro día segundo. No podemos darnos el lujo de comer completo", dice. Debido al carácter informal del lugar donde esta familia decidió instalarse, no reciben ayuda del programa de apoyo alimentario del Estado. »<sup>27</sup>

### La pauvreté récente

La personne qui appartient à la catégorie de la pauvreté récente consomme en dessous du seuil de pauvreté, mais a ses besoins fondamentaux satisfaits ; 6'090'045 Péruviens étaient dans ce cas en 1997 (tableau 6). Leur histoire ressemble à celle de « José Madueño, de 50 años. Cuando Fujimori llegó al poder, en 1990, este administrador de profesión estaba en plena madurez y con todo el ímpetu para forjar el futuro de su familia. Pero en 1992, cuando trabajaba en la Oficina Nacional de Apoyo Alimentario, fue despedido junto con 250 mil empleados públicos debido a la desburocratización del Estado. "Me volvieron anciano a los 43 años", dice. Como pobre reciente, Madueño tiene casa y algunas comodidades propias de su pasado. Pero, de hecho, ha perdido a su familia y está consumiendo solamente lo que le alcanza con un promedio de 15 soles, suma que gana en su nuevo trabajo de taxista »<sup>28</sup>.

### La pauvreté inertielle

Les 3'533'792 Péruviens qui appartiennent à la catégorie de la pauvreté inertielle consomment au-dessus du seuil de pauvreté, mais n'ont pas leurs besoins fondamentaux satisfaits (tableau 6). Il s'agit de gens qui sont nés dans des foyers pauvres mais qui ont récemment trouvé un travail. On y trouve des célibataires, principalement des hommes, qui sont par exemple vendeurs dans des grands magasins ouverts avec des capitaux étrangers. Ils ont un salaire fixe, de sorte qu'ils

---

<sup>27</sup> *Caretas*, n° 1665, 12 avril 2001. « Alicia Gargate a 30 ans. Elle vit avec son mari et ses trois enfants. Le premier a 10 ans, le deuxième, 8 (ils ne vont pas à l'école), et le dernier, 1 an. Ils sont établis sur une colline envahie dans la zone de Pamplona Alta. Le mari, qui travaille de temps en temps comme expéditeur sur un marché de Lima, arrive habituellement à la maison avec, en moyenne, 10 soles [5 francs suisses] par jour. Alicia prend soin des enfants et fait à manger. "Un jour, je fais du potage et le lendemain, je fais seulement un deuxième plat. Nous ne pouvons pas nous permettre de manger les deux", explique-t-elle. En raison du caractère informel de l'endroit où cette famille a décidé de s'installer, ils ne reçoivent pas l'aide du programme de l'Etat. »

<sup>28</sup> *Caretas*, n° 1665, 12 avril 2001. « José Madueño a 50 ans. Quand Fujimori est arrivé au pouvoir, en 1990, cet administrateur de profession était en pleine maturité et avec toute l'énergie nécessaire pour construire le futur de sa famille. Mais, en 1992, alors qu'il travaillait au Bureau national d'aide alimentaire, il fut licencié en même temps que 250'000 employés publics en raison de la débureaucratization de l'Etat. "J'avais 43 ans et ils ont fait de moi un vieux", dit-il. En tant que pauvre récent, Madueño a une maison et dispose de quelques commodités qui lui restent de son passé. Mais, en réalité, il a perdu sa famille et ne dépense, en moyenne, que 15 sols [7.50 francs suisses] par jour, la somme qu'il gagne dans son nouveau travail de chauffeur de taxi. »

connaissent une amélioration économique légère, sans arriver néanmoins à améliorer leur vécu. Ils sont inertiels parce que, même au-dessus du « seuil », ils ne peuvent satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ils vivent ainsi dans le risque permanent de perdre leur travail et de retomber dans la pauvreté.

**Tableau 6 – Pérou: catégories de pauvres selon la méthode intégrée par régions étudiées (1997)**

Régions	Population totale		Pauvres chroniques		Pauvres récents		Pauvres inertiels		Reste de la population	
	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%
Total	24 328 071	100.00	6 242 504	25.66	6 090 045	25.03	3 533 792	14.53	8 461 730	34.78
Lima ville	6 950 919	100.00	698 314	10.05	1 768 667	25.45	624 173	8.98	3 859 765	55.53
Côte urbaine	4 324 352	100.00	1 099 216	25.42	1 422 224	32.89	469 680	10.86	1 333 232	30.83
Côte rurale	1 441 806	100.00	676 965	46.95	84 621	5.87	626 518	43.45	53 702	3.72
Sierra urbaine	3 116 142	100.00	244 650	7.85	931 068	29.88	146 790	4.71	1 793 634	57.56
Sierra rurale	5 326 618	100.00	2 240 067	42.05	1 385 985	26.02	942 226	17.69	758 340	14.24
Amazonie urb.	1 335 754	100.00	299 242	22.40	291 629	21.83	229 555	17.19	515 328	38.58
Amazonie rur.	1 832 480	100.00	984 050	53.70	205 851	11.23	494 850	27.00	147 729	8.06

Source : DESCO, Centro de estudios y promoción del desarrollo, *Anuario Estadístico Perú en números*, Lima : Cuánto. Cité dans *Caretas*, n° 1665, 12 avril 2001.

## L'éducation et la santé

Le rapport de l'UNICEF sur la condition de l'enfance, l'adolescence et la femme au Pérou 1997 a mis l'accent sur les problèmes d'abandon de l'école et de redoublement de classe : 17 % des adolescents de 12 à 17 ans abandonnent l'école et, jusqu'à cette année, un élève sur cinq a redoublé à l'école primaire au moins une fois ; un sur trois est plus âgé qu'il ne devrait l'être pour son année ; 100'000 élèves quittent l'école primaire chaque année et cette quantité double au passage à l'école secondaire. En outre, 250'000 filles ne vont pas à l'école. Même si, d'après les statistiques, elles ne sont pas illettrées parce qu'elles savent lire et écrire, il n'en demeure pas moins qu'elles ne sont pas scolarisées.

D'autre part, grâce aux campagnes de vaccination massive, le taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans a baissé de 92 ‰ à 68 ‰ (pour mille) entre 1991 et 1996 (ENDES II et III). Il demeure toutefois l'un des plus élevés de la région ; au Mexique, la mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans est de 34 ‰, au Venezuela de 25 ‰ et au Paraguay de 33 ‰.

Le rapport péruvien au Red Internacional del Social Watch de 1999 a montré que 44 % des femmes vivent dans la pauvreté et 18% dans la pauvreté extrême ; 23 % des femmes pauvres n'ont jamais été à l'école et 42% seulement quelques années à l'école primaire ; 40 % d'entre elles travaillent pour des parents sans recevoir de rémunération. Le taux de mortalité des mères lors de l'accouchement est resté constant avec 265 femmes décédées pour 100'000 enfants (ENDES III). C'est, après la Bolivie, le taux le plus élevé d'Amérique latine.

Selon le rapport du PNUD 2000, le Pérou comptait 172,6 cas de tuberculose sur 100'000 habitants en 1997 contre 26 sur 100'000 pour le Venezuela et 25 sur 100'000 pour le Mexique. Dans le monde entier, seuls la Zambie (448), le Lesotho (257), le Botswana (455), le Swaziland (441) et les Philippines (294) ont connu des taux plus élevés (Bejar 2000).

## L'augmentation de la violence

Pendant la décennie 1980, la violence était « orientée » dans un sens politique : le Sentier lumineux et le MRTA (Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru) faisaient trembler le pays par leurs actions armées qui couvraient pratiquement tout le territoire national. Un des mérites du gouvernement de l'exprésident Fujimori a été la réduction de la violence politique dans le pays. En effet, après l'emprisonnement d'Abimael Guzmán et de la plupart des membres du Comité central du Sentier lumineux, aussi bien que de la plupart des guérilleros du MRTA, la violence politique a notablement diminué.

Néanmoins, la violence au Pérou a de profondes racines historiques ; elle est le reflet de l'exclusion et de la ségrégation ethnique, et également du sous-développement et des grandes différences économiques qui caractérisent la société péruvienne et qui, dans un temps de crise, se font encore plus manifestes.

En considérant les contradictions structurelles de la société péruvienne, l'héritage de violence des années 1980 et la crise économique des années 1990, on se retrouve aujourd'hui face à une vague de violences qui paraît bien plus aveugle et dangereuse que celle des décennies passées : je pense à la violence quotidienne, liée à la délinquance, l'insécurité des grandes villes, la drogue, les injustices sociales, etc., cette violence qui est en train de détruire les sociétés occidentales. En effet, elle n'apparaît pas seulement au Pérou mais se répand dans le monde entier. Citons à cet égard l'intéressante réflexion de Robert Kaplan : « *Mientras que la pobreza rural es antigua y casi una parte "normal" del tejido social, la pobreza urbana es un factor de desestabilización social. Como ha demostrado Irán, el extremismo islámico es el mecanismo de defensa psicológico de muchos campesinos urbanizados que se ven amenazados por la pérdida de tradiciones en ciudades pseudomodernas donde sus valores son atacados, donde servicios básicos como el agua y la electricidad son inaccesibles y donde son agredidos por un entorno físicamente insalubre* » (Kaplan 2000 : 50)<sup>29</sup>.

Le même auteur remarque à propos de l'Afrique : « *Africa occidental se está convirtiendo en el más perfecto símbolo del estrés demográfico, medioambiental y social a nivel mundial, donde la anarquía criminal se erige como el verdadero peligro "estratégico". La enfermedad, la superpoblación, el crimen infundado, la escasez de recursos, las migraciones de refugiados, la creciente erosión de naciones-estado y fronteras internacionales y la autorización de ejércitos privados, empresas de seguridad y cárteles internacionales de tráfico de drogas se manifiestan de un modo revelador en el ámbito de Africa occidental* » (Kaplan 2000 : 21)<sup>30</sup>.

Cette violence au quotidien est vécue non seulement dans les pays du tiers-monde, mais aussi dans les grandes villes des pays industrialisés. Il suffit d'observer la réalité quotidienne des zones marginales de Paris, Lyon, Londres, Rome, etc., pour s'en rendre compte<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> « Tandis que la pauvreté rurale existe depuis longtemps et représente presque une réalité "normale" du tissu social, la pauvreté urbaine est un facteur de déstabilisation sociale. Comme l'Iran l'a démontré, l'extrémisme islamique est le mécanisme de défense psychologique de nombreux fermiers urbains, qui se voient menacés de perdre leurs traditions dans des villes pseudomodernes où leurs valeurs sont attaquées, où les services de base comme l'eau et l'électricité sont inaccessibles et où ils se sentent agressés par un environnement physiquement insalubre. »

<sup>30</sup> « L'Afrique occidentale devient le symbole le plus parfait du stress démographique, environnemental et social au niveau mondial, où l'anarchie criminelle s'érige comme le véritable danger "stratégique". Les maladies, la surpopulation, le crime arbitraire, le manque de ressources, les migrations de réfugiés, l'érosion croissante de l'Etat-nation et des frontières internationales ainsi que l'autorisation des armées privées, des agences de sécurité et des cartels internationaux du trafic de stupéfiants se manifestent de façon révélatrice dans l'espace de l'Afrique occidentale. »

<sup>31</sup> A ce propos, mentionnons les films *La vie est tranquille* et *Amores perros*, respectivement des cinéastes Robert Guédiguian et Alejandro G. Jeñarritu, qui montrent la violence urbaine, l'un à Marseille et l'autre au Mexique.

Dans son étude sur la violence juvénile au Pérou, Sandro Ventura associe la violence aux conséquences de la crise économique, dont l'absence de voies d'insertion pour les jeunes dans la société. L'éducation, l'emploi et la participation politique ou civique représentent les canaux privilégiés de l'intégration sociale, mais, affirme l'auteur, leur accès est difficile, voire fermé à la majorité des jeunes qui souhaitent s'intégrer à la vie en société. C'est pourquoi l'exclusion sociale, avant d'être une donnée démographique, commence par une sensation d'instabilité et de désorientation que la mode et les médias ne parviennent pas à occulter complètement. Mais il existe des espaces où les jeunes sont reconnus comme faisant partie d'un groupe qui, en plus, les reçoit à bras ouverts : ils y sont *las pandillas*, *las bandas* (les bandes), *las barras* (les hooligans).

### **La pertinence du modèle primaire exportateur**

Au niveau général, le programme d'ajustement structurel (PAS) signifie un changement du paradigme de développement en faveur d'un modèle primaire exportateur. Tous les objectifs externes sont orientés vers ce changement et, comme nous l'avons vu, ils ont été accomplis. Il est vrai qu'ils ont produit des complications, particulièrement pour les objectifs domestiques ; il est vrai aussi que le programme a eu des conséquences économiques, que dans le présent travail nous examinons comme telles, sans essayer de juger de la cohérence du programme sur leur base.

Au vu de tous les éléments analysés dans ce travail, nous arrivons à la conclusion que les objectifs du PAS ne répondent pas aux intérêts des Péruviens, que le paiement de la dette, la prétendue réinsertion dans l'économie mondiale, la libéralisation des marchés, et même la croissance du PIB et les quantités élevées de réserves internationales ne favorisent pas l'économie des Péruviens, des chefs de famille et du citoyen ordinaire. Bien au contraire, l'accomplissement des objectifs du programme a impliqué une crise plus grande encore dans la vie quotidienne des Péruviens.

Ces vérifications empiriques étant posées, nous pouvons conclure à l'existence d'un divorce entre les objectifs macroéconomiques d'une part et les objectifs économiques du Péruvien moyen d'autre part. Cela me rappelle le titre d'un article dans un magazine spécialisé : « *Por qué la gente siente que no chorrea* », suivant l'allusion au *chorreo* dont parlaient quelques économistes chiliens.

Se présente alors la question suivante : est-il possible de réconcilier les objectifs macroéconomiques du Pérou avec la réalité économique des Péruviens ? Si oui, pourquoi la réalité contredit-elle cette possibilité ? Sans espérer parvenir à une réponse, nous proposons quelques réflexions qui contribuent au débat. Notre analyse est formulée du point de vue de la pertinence du modèle primaire exportateur.

Comme on l'a dit ci-dessus, la stratégie néolibérale consiste généralement à mettre en œuvre un modèle de développement basé sur l'exportation de matières premières. En 1950, le Pérou est passé par le même paradigme, qui, plus tard, a cédé la place au modèle de substitution des importations.

A priori, il n'y a aucun inconvénient à construire un pays basé sur une économie principalement exportatrice, comme l'a illustré l'expérience de 1950 ; le problème est que nous ne sommes plus en 1950, que la société péruvienne, le contexte international et les besoins actuels ne sont pas les mêmes qu'en 1950.

D'après Dancourt, qui se fonde sur une étude de Seminario<sup>32</sup>, le degré élevé d'urbanisation de la population péruvienne représente le premier obstacle – que nous pourrions qualifier de « politico-social » – au bon fonctionnement du modèle primaire exportateur (Dancourt 1997). Dans le passé, la population soumise à une économie exportatrice était essentiellement rurale, abondamment pourvue en ressources naturelles et ne connaissant qu'un faible développement industriel. Par contraste, le recensement effectué en 1993 montre que 70 % de la population péruvienne était urbaine. Or, une économie d'exportation de minéraux ne peut que très difficilement produire un nombre suffisant de places de travail dans une société urbanisée. L'industrie minière en effet absorbe seulement 1 % de la population économiquement active ; autrement dit elle ne génère pas d'emploi. *Pour surmonter cet obstacle, il faudrait modifier le modèle primaire exportateur, probablement jusqu'à le rendre irréconciliable avec lui-même.*

Iguíñiz souligne aussi quelques aspects problématiques. Il remarque en premier lieu que les prix des matières premières ne se sont pas encore totalement remis de leur chute, il y a quinze ans, et qu'ils sont toujours bas. En second lieu, la volatilité des termes de l'échange persiste, avec une corrélation négative entre cette volatilité et la croissance. En troisième lieu, les accords négociés avec les sociétés exportatrices ont eu tendance à favoriser ces dernières, généralement au détriment des impôts, des salaires et du compte courant de la balance des paiements. En quatrième lieu, la rétention de devises pour promouvoir la croissance se heurte aux restrictions imposées par la dette extérieure, puisque le remboursement de cette dernière nécessite un excédent primaire qui canalise les ressources du secteur privé vers l'État afin de remplir les obligations de paiement. En cinquième lieu, les investisseurs étrangers dans le secteur des services envoient leurs bénéfices à l'étranger sans avoir contribué aux exportations. Enfin, le processus actuel contraire à la substitution des importations apporte à l'économie une augmentation des importations des marchandises de consommation, réduisant la possibilité de conserver pour l'investissement les devises produites par les exportations. Tous ces facteurs affaiblissent la répercussion positive des exportations sur la croissance (Iguíñiz 1999b).

La seule façon de pallier ces effets négatifs est d'augmenter les quantités d'investissements étrangers, de telle façon que l'augmentation du volume de la production compense la baisse des prix des matières premières et la proportion relativement faible de devises disponibles pour le nouvel investissement productif. La durabilité à long terme semble donc étroitement liée à la possibilité de continuer à augmenter les volumes d'exportation. Or, dans les conditions actuelles du Pérou, seule l'industrie minière serait à même d'augmenter considérablement son activité d'exportation. Un dispositif productif plus diversifié nécessiterait le renforcement de l'industrie domestique et la promotion d'exportations non traditionnelles – *et cela impliquerait, dans un certain degré, une modération de l'ouverture commerciale, aussi bien que la correction de la parité de change.*

Quant à l'affluence de nouveaux investissements, facteur fondamental dans le modèle de développement, le problème est que leur intérêt va bientôt connaître des limites puisque le capital étranger a investi dans presque toutes les affaires à hauts revenus et bénéfices et qu'à l'avenir, les investisseurs étrangers se montreront plus prudents et réinvestiront moins impulsivement à cause des trois raisons suivantes : les privatisations intéressantes sont en train de se terminer ; la demande intérieure des travailleurs est limitée suite à l'augmentation du sous-emploi ; des signes d'instabilité politique apparaissent de façon récurrente (Gonzales de Olarte 1998).

---

<sup>32</sup> Seminario Bruno, 1995, *Reformas estructurales y política de estabilización*, Documento de trabajo, n° 22, Lima : Universidad del Pacífico, Centro de Investigación : Consorcio de Investigación Económico.

En outre, même si de nouveaux flux de capital à long terme devaient arriver, l'augmentation de l'investissement direct étranger pourrait générer un effet ambigu : en attirant plus de capital, il favoriserait un processus plus grand d'importations et, en stimulant l'économie interne, il augmenterait aussi la demande de marchandises importées. Or, l'augmentation des investissements d'après ce modèle de développement va souvent de pair avec une détérioration de la balance commerciale, laquelle, nous l'avons vu, constitue une des limites du programme économique (Iguíñiz 1999b).

Pour conclure, il est selon nous hautement probable que les exportations péruviennes de matières premières connaissent une croissance substantielle et soutenue à moyen et à long terme, permettant une longue période de croissance macroéconomique, mais il est clair que celle-ci n'aura qu'une faible répercussion sur l'emploi et aboutira à une aggravation des inégalités de revenu et au renforcement des pressions sociales et politiques.

## CONCLUSIONS GÉNÉRALES

### Accomplissement des objectifs externes

La séparation que nous avons établie entre objectifs externes et objectifs domestiques du PAS sert à mettre en évidence les objectifs réels de ce programme. Ainsi, nous considérons que payer la dette extérieure, réinsérer le Pérou dans le système financier international, changer la structure de la propriété et libéraliser les marchés nationaux sont des objectifs qui ont un intérêt direct pour les institutions internationales, celles-là mêmes qui sont chargées de préserver l'ordre et le bon fonctionnement du dénommé *système mondial*. C'est donc en fonction des intérêts du *système mondial* que sont organisées les structures économiques, politiques et sociales des différents pays, en premier lieu ceux du tiers-monde.

Le Pérou a accompli et, selon le discours politique de son nouveau président constitutionnel, continuera à accomplir les objectifs externes prévus dans le PAS. Cela est compréhensible dans le contexte politique actuel. Comme nous l'avons vu dans le chapitre I, le PAS n'est pas qu'un paquet de mesures économiques, il représente aussi une idéologie ; or, c'est l'idéologie libérale qui, pour le moment, bénéficie de l'acceptation et du consensus dans le monde entier, et cela inclut les secteurs défavorisés du système mondial. C'est pourquoi il est difficile d'imaginer une situation qui permettrait de ne pas poursuivre les obligations établies régulièrement dans les *lettres d'intention* signées avec le FMI.

### Stabilité économique précaire

Le PAS inclut aussi des objectifs que nous avons qualifiés de « domestiques » ou « internes ». De leur succès ou de leur échec dépend directement l'évolution, favorable ou défavorable, de l'économie nationale. Nous avons vu que le programme d'ajustement structurel comprend deux parties principales : la stabilité économique et l'ajustement structurel au sens strict. Les objectifs domestiques du PAS sont contenus, de façon générale, dans les objectifs de la stabilité économique. Dix ans après le début de la mise en œuvre du PAS au Pérou, on constate que ces objectifs domestiques ont été accomplis de façon précaire. L'économie péruvienne, il est vrai, fait preuve d'une relative et acceptable stabilité : l'inflation est contenue à un niveau très bas, les investissements privés ont produit un rétablissement de l'activité économique, fondamentalement dans le secteur primaire exportateur, et les indicateurs risque-pays ont pu être réduits. Cependant, comme nous l'avons vu au chapitre III, les déficits des comptes externes ont miné cette relative stabilité économique. Plusieurs auteurs démontrent que les déficits de la balance commerciale et, par conséquent, de la balance des comptes courants produiraient de graves problèmes pour la balance des paiements. Jusqu'à présent, les flux de capitaux à long terme provenant des privatisations ainsi que les flux de capitaux à court terme dus aux taux d'intérêt élevés pratiqués au Pérou ont permis de financer la balance des paiements, mais si ces flux devaient s'arrêter, il s'ensuivrait une crise de la balance des paiements qui rendrait l'économie péruvienne encore plus dépendante du système financier international.

En reprenant l'analyse de Blardone et Caviezel (1995), le FMI considère que rétablir et soutenir la viabilité de la balance des paiements ne signifie pas

nécessairement équilibrer la balance des transactions courantes, mais parvenir à une situation telle que le déficit de la balance des transactions puisse être couvert par les flux de capitaux à long terme. Cette stratégie requiert ainsi une soumission sans condition au système financier international. Il est impossible d'arrêter le paiement de la dette extérieure ou de tenter de protéger l'industrie nationale sans que cela produise une augmentation du risque des investissements, et par là une réduction importante des flux de capitaux qui provoquerait une crise dans la balance des paiements.

### **Compétitivité, revenu et demande interne en perdition**

Le gouvernement a favorisé la bonne marche de quelques variables macroéconomiques au détriment d'autres. Ainsi, pour juguler l'inflation, il a dû maintenir un taux de change sous-évalué qui intrinsèquement ralentit l'activité exportatrice. De même, l'ouverture commerciale a un coût économique élevé : la production industrielle perd une grande part de sa compétitivité aussi bien que de son marché intérieur. Il est nécessaire de prendre en considération le rôle important de l'industrie dans la génération des emplois et du revenu.

De nombreux économistes s'accordent à dire que le contrôle de l'inflation a été effectué du côté de la demande ; le gouvernement a établi une politique monétaire restrictive et une discipline fiscale stricte ; la conséquence inéluctable de cette stratégie est la récession économique accompagnée de la diminution de la demande interne et du revenu.

### **Le coût social payé par les pauvres**

Après l'analyse strictement économique de l'application du PAS, nous avons examiné ses conséquences sociales (chapitre IV). Sur ce point, nous avons suivi la division « traditionnelle » entre la chose économique et la chose sociale, même si nous ne l'approuvons pas nécessairement puisque selon nous la chose sociale, c'est-à-dire l'être humain, est l'objectif de la science économique : l'économie doit être au service de l'être humain, et non le contraire. Néanmoins, dans la pratique, l'économie est un objectif en soi ; ce qui compte, c'est la bonne marche de l'économie et non le coût social qu'elle comporte. Finalement, nous en sommes arrivés à une situation où l'homme doit servir les intérêts de l'économie, derrière lesquels se dissimulent les intérêts d'un nombre limité de pays et de leurs groupes de pouvoir qui contrôlent le système mondial.

L'analyse des conséquences sociales du PAS a montré que la « facture » a été payée par les classes défavorisées. Par le biais de la méthode intégrée de mesure de la pauvreté, nous constatons qu'il existe actuellement au Pérou près de 16 millions de pauvres sur une population de 25 millions. Le Pérou est bien loin de devenir un pays prospère, démocratique et tolérant.

### **« Plus on produit, plus on s'appauvrit », ou le paradoxe du PAS**

Le programme d'ajustement structurel a voulu changer le paradigme du développement selon un modèle primaire exportateur au nom du *système mondial*, en dépit des évidences indiquant l'inadéquation de ce modèle pour le Pérou du XXI<sup>e</sup> siècle. En effet, le modèle primaire exportateur est basé sur les exportations de matières premières, qui favorisent le système mondial mais ne permettent pas d'absorber les excédents d'offre de travail existant au Pérou. Dans le contexte

actuel, la durabilité à long terme du modèle primaire exportateur dépend étroitement de la possibilité de continuer d'augmenter les volumes d'exportation. Cela peut nous mener au paradoxe suivant : plus on produit, plus on s'appauvrit.

\* \* \* \* \*

Nous terminons ce travail par deux questions. Est-il justifiable que le Pérou continue à connaître une récession économique à seule fin de respecter l'objectif de rembourser la dette extérieure et de contribuer au développement du système commercial mondial tandis que les indicateurs les plus importants du niveau de vie de la majorité de la population se détériorent de manière effrénée ? Si la réponse est non, pourquoi persiste-t-on à poursuivre une politique économique contraire aux intérêts nationaux ?



**Annexe 1**  
**Pérou – Flux macroéconomiques (1991-2000)**  
(% du PIB)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT</b>										
<b>Epargne interne</b>	<b>12.9</b>	<b>11.5</b>	<b>12.7</b>	<b>16.5</b>	<b>17.1</b>	<b>16.7</b>	<b>18.8</b>	<b>17.2</b>	<b>17.8</b>	<b>17.1</b>
Publique	0.8	0.7	2.2	3.0	2.3	3.9	5.2	4.0	1.8	0.8
Privée	12.1	10.8	10.5	13.5	14.8	12.8	13.6	13.2	16.0	16.3
<b>Epargne externe</b>	<b>4.4</b>	<b>5.8</b>	<b>6.6</b>	<b>5.7</b>	<b>7.7</b>	<b>6.1</b>	<b>5.2</b>	<b>6.4</b>	<b>3.7</b>	<b>3.0</b>
<b>Investissement</b>	<b>17.3</b>	<b>17.3</b>	<b>19.3</b>	<b>22.2</b>	<b>24.8</b>	<b>22.8</b>	<b>24.0</b>	<b>23.6</b>	<b>21.5</b>	<b>20.1</b>
Publique	3.5	4.1	4.7	4.8	4.7	4.3	4.4	4.5	4.8	4.0
Privée <sup>1</sup>	13.8	13.2	14.6	17.4	20.1	18.5	19.6	19.1	16.7	16.1
<b>BALANCE DES PAIEMENTS</b>										
<b>Balance des comptes courants</b>	<b>-4.4</b>	<b>-5.8</b>	<b>-6.6</b>	<b>-5.7</b>	<b>-7.7</b>	<b>-6.1</b>	<b>-5.2</b>	<b>-6.4</b>	<b>-3.7</b>	<b>-3.0</b>
Balance commerciale	-0.6	-0.9	-1.7	-2.2	-4.0	-3.6	-2.9	-4.3	-1.2	-0.6
Services	-1.2	-1.6	-1.7	-1.1	-1.4	-1.2	-1.3	-1.2	-1.4	-1.5
Rente de facteurs	-4.0	-4.5	-4.7	-4.0	-3.7	-2.9	-2.5	-2.6	-3.1	-2.9
Transferts courants	1.4	1.3	1.5	1.7	1.5	1.6	1.6	1.7	1.9	1.9
<b>Comptes financiers</b>	<b>-0.2</b>	<b>2.4</b>	<b>5.3</b>	<b>8.6</b>	<b>5.7</b>	<b>6.3</b>	<b>9.7</b>	<b>3.4</b>	<b>2.1</b>	<b>2.1</b>
Secteur privé	0.4	0.6	3.5	8.5	4.8	7.3	4.2	3.8	4.6	2.2
Secteur public	-0.4	-1.1	1.4	-0.8	-0.3	-0.8	1.0	-0.1	0.7	0.5
Capitaux à court terme	-0.2	2.9	0.4	1.0	1.2	-0.3	4.5	-0.3	-3.2	-0.7
<b>Financement exceptionnel</b>	<b>4.1</b>	<b>4.1</b>	<b>1.8</b>	<b>3.6</b>	<b>2.8</b>	<b>1.7</b>	<b>-1.4</b>	<b>0.6</b>	<b>0.1</b>	<b>-0.1</b>
<b>Flux de réserves nettes de la BCR</b>	<b>-2.3</b>	<b>-2.0</b>	<b>-1.9</b>	<b>-6.6</b>	<b>-1.7</b>	<b>-3.5</b>	<b>-2.9</b>	<b>1.8</b>	<b>1.5</b>	<b>0.4</b>
<b>Erreurs et omissions nets</b>	<b>2.8</b>	<b>1.3</b>	<b>1.4</b>	<b>0.1</b>	<b>0.9</b>	<b>1.7</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.6</b>	<b>0.0</b>	<b>0.7</b>
<b>SECTEUR PUBLIC NON FINANCIER</b>										
<b>Epargne courante</b>	<b>0.8</b>	<b>0.7</b>	<b>2.2</b>	<b>3.0</b>	<b>2.3</b>	<b>3.9</b>	<b>5.2</b>	<b>4.0</b>	<b>1.8</b>	<b>0.8</b>
<b>Revenu de capital</b>	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>
<b>Dépenses de capital</b>	<b>3.8</b>	<b>4.9</b>	<b>5.3</b>	<b>5.9</b>	<b>5.5</b>	<b>5.0</b>	<b>5.1</b>	<b>4.9</b>	<b>5.0</b>	<b>4.1</b>
Investissement public	3.5	4.1	4.7	4.8	4.7	4.3	4.4	4.5	4.8	4.0
Autres	0.4	0.8	0.7	1.1	0.8	0.8	0.7	0.4	0.2	0.2
<b>Résultat économique</b>	<b>-2.8</b>	<b>-3.9</b>	<b>-3.1</b>	<b>-2.8</b>	<b>-3.1</b>	<b>-1.0</b>	<b>0.2</b>	<b>-0.8</b>	<b>-3.1</b>	<b>-3.2</b>
<b>Financement</b>	<b>2.8</b>	<b>3.9</b>	<b>3.1</b>	<b>2.8</b>	<b>3.1</b>	<b>1.0</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.8</b>	<b>3.1</b>	<b>3.2</b>
Financement externe	4.1	3.2	3.0	2.4	2.5	0.8	-0.4	0.4	-0.1	1.2
Financement interne	-1.4	0.5	-0.4	-4.7	-1.2	-3.6	-0.7	0.0	2.4	1.2
Privatisation	0.0	0.2	0.4	5.1	1.8	3.9	0.9	0.5	0.8	0.8

<sup>1</sup> Variations d'inventaires incluses.

Source : BCR, <www.BCRP.gob.pe>.

**Annexe 2**  
**Pérou – Production intérieure brute par secteurs productifs (1991-2000)**  
(variations en %)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 <sup>1</sup>	1999 <sup>1</sup>	2000 <sup>1</sup>
Agriculture et pêche <sup>2</sup>	4.0	-9.1	9.0	13.2	9.5	5.2	5.4	1.5	11.7	6.2
– agriculture	4.5	-17.1	17.1	17.7	9.9	8.0	3.7	-1.1	13.9	6.7
– pêche	3.3	4.5	-1.8	6.0	9.1	0.9	9.0	6.3	9.2	6.0
Pêche	-23.5	27.2	3.9	21.1	-13.9	-4.8	-1.8	-13.4	29.2	9.1
Mines et hydrocarbure (énergie) <sup>3</sup>	3.6	0.9	10.2	12.0	4.2	5.1	9.0	3.8	12.9	2.4
– mines métalliques	8.3	0.8	10.9	15.2	6.5	7.3	10.7	3.9	17.0	3.4
– hydrocarbure (énergie)	-11.2	1.3	7.4	-0.6	-9.5	-4.0	-2.0	-0.2	-6.9	-6.5
Manufacture	5.4	-3.3	3.4	16.6	5.5	1.5	5.3	-3.2	-0.5	6.7
– transformation de ressources primaires	2.9	-1.5	7.9	15.5	-3.2	3.6	1.8	-8.7	21.1	8.6
– industrie non primaire	6.1	-3.8	2.1	17.0	8.1	0.9	6.3	-1.8	-5.8	6.1
Construction (bâtiment et travaux publics)	0.0	2.3	20.3	33.3	17.4	-2.3	14.9	0.6	-10.5	-4.3
Commerce	2.9	-0.9	2.6	16.3	11.1	0.9	7.8	-3.2	-1.9	5.1
Autres services	1.1	1.3	3.5	8.9	8.5	3.3	6.0	0.3	0.5	1.8
<b>PRODUCTION INTÉRIEURE BRUTE</b>	<b>2.2</b>	<b>-0.4</b>	<b>4.8</b>	<b>12.8</b>	<b>8.6</b>	<b>2.5</b>	<b>6.7</b>	<b>-0.5</b>	<b>0.9</b>	<b>3.1</b>

<sup>1</sup> Données provisoires.

<sup>2</sup> Inclut la sylviculture.

<sup>3</sup> Inclut le secteur minier non métallique.

Sources : INEI et BCR, <www.BCRP.gob.pe>.

**Annexe 3**  
**Pérou – Balance des paiements (1991-2000)**  
 (% du PIB)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>I. BALANCE DES COMPTES COURANTS</b>	<b>-4.4</b>	<b>-5.8</b>	<b>-6.6</b>	<b>-5.7</b>	<b>-7.7</b>	<b>-6.1</b>	<b>-5.2</b>	<b>-6.4</b>	<b>-3.7</b>	<b>-3.0</b>
1. Balance commerciale	-0.6	-0.9	-1.7	-2.2	-4.0	-3.6	-2.9	-4.3	-1.2	-0.6
a. Exportations	10.0	10.1	10.1	10.2	10.4	10.6	11.6	10.1	11.9	13.1
b. Importations	-10.6	-11.0	-11.9	-12.5	-14.5	-14.1	-14.5	-14.4	-13.1	-13.7
2. Services	-1.2	-1.6	-1.7	-1.1	-1.4	-1.2	-1.3	-1.2	-1.4	-1.5
a. Exportations	2.4	2.3	2.4	2.4	2.1	2.5	2.6	3.1	3.1	2.9
b. Importations	-3.6	-3.9	-4.1	-3.5	-3.5	-3.8	-4.0	-4.3	-4.4	-4.4
3. Rente des facteurs	-4.0	-4.5	-4.7	-4.0	-3.7	-2.9	-2.5	-2.6	-3.1	-2.9
a. Privée	-0.2	-0.6	-0.7	-0.8	-1.1	-1.3	-1.7	-1.8	-2.0	-1.9
b. Publique	-3.9	-3.9	-4.0	-3.2	-2.6	-1.6	-0.8	-0.8	-1.1	-1.0
4. Transferts courants	1.4	1.3	1.5	1.7	1.5	1.6	1.6	1.7	1.9	1.9
<b>II. COMPTES FINANCIERS</b>	<b>-0.2</b>	<b>2.4</b>	<b>5.3</b>	<b>8.6</b>	<b>5.7</b>	<b>6.3</b>	<b>9.7</b>	<b>3.4</b>	<b>2.1</b>	<b>2.1</b>
1. Secteur privé	0.4	0.6	3.5	8.5	4.8	7.3	4.2	3.8	4.6	2.2
2. Secteur public	-0.4	-1.1	1.4	-0.8	-0.3	-0.8	1.0	-0.1	0.7	0.5
3. Capitaux à court terme	-0.2	2.9	0.4	1.0	1.2	-0.3	4.5	-0.3	-3.2	-0.7
<b>III. FINANCEMENT EXCEPTIONNEL</b>	<b>4.1</b>	<b>4.1</b>	<b>1.8</b>	<b>3.6</b>	<b>2.8</b>	<b>1.7</b>	<b>-1.4</b>	<b>0.6</b>	<b>0.1</b>	<b>-0.1</b>
1. Brady	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	8.3	0.0	0.0	0.0
2. Refinancement	16.2	1.9	3.8	1.6	1.3	1.1	0.7	0.4	0.0	0.0
3. Remise de la dette extérieure	0.0	0.1	0.0	0.3	0.0	0.1	0.0	0.3	0.1	0.0
4. Flux de retards nets	-12.2	2.1	-2.0	1.7	1.5	0.5	-10.4	-0.0	-0.1	-0.1
<b>IV. FLUX DE RÉSERVES NETTES DE LA BCR (1 - 2)</b>	<b>-2.3</b>	<b>-2.0</b>	<b>-1.9</b>	<b>-6.6</b>	<b>-1.7</b>	<b>-3.5</b>	<b>-2.9</b>	<b>1.8</b>	<b>1.5</b>	<b>0.4</b>
1. Variation du solde des réserves internationales nettes	-2.3	-1.9	-2.1	-6.6	-1.7	-3.4	-2.8	1.7	1.5	0.4
2. Effet de l'évaluation et de la monétisation de l'or	0.0	0.1	-0.2	0.0	0.0	0.1	0.2	-0.0	0.0	0.1
<b>V. ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	<b>2.8</b>	<b>1.3</b>	<b>1.4</b>	<b>0.1</b>	<b>0.9</b>	<b>1.7</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.6</b>	<b>0.0</b>	<b>0.7</b>
Investissements directs par privatisation	0.0	0.0	0.5	5.0	1.0	3.0	0.2	0.1	0.4	0.4
Investissements directs sans privatisation	-0.0	0.4	1.5	1.9	2.8	2.8	2.6	3.1	4.0	0.8

Source : BCR, <www.BCRP.gob.pe>.

**Annexe 4**  
**Pérou – Termes d'échange du commerce extérieur (1991-2000)**  
(indice 1994 = 100)

Année	Indice des prix nominaux				Termes d'échange	
	Exportations		Importations		Indice	Var. %
	Indice	Var. %	Indice	Var. %		
1991	94.5	-4.9	94.2	1.0	100.4	-5.8
1992	97.0	2.7	97.4	3.5	99.6	-0.8
1993	90.0	-7.3	97.2	-0.2	92.6	-7.0
1994	100.0	11.1	100.0	2.9	100.0	8.0
1995	114.3	14.3	110.0	10.0	103.9	3.9
1996	114.1	-0.2	114.6	4.2	99.5	-4.3
1997	116.4	2.1	111.1	-3.1	104.8	5.3
1998	95.4	-18.0	105.5	-5.1	90.5	-13.6
1999	90.1	-5.6	105.4	0.0	85.5	-5.6
2000	94.5	4.9	111.1	5.3	85.1	-0.4

<sup>1</sup> Estimé conformément au contexte commercial de chaque année en question.

<sup>2</sup> Calculé sur la base des prix d'exportation de chaque produit traditionnel et selon l'inflation extérieure pour le reste des exportations.

<sup>3</sup> Calculé sur la base des prix d'importation des aliments et combustibles et selon l'inflation extérieure pour le reste des importations.

Source : BCR, <www.BCRP.gob.pe>.

**Annexe 5**  
**Pérou – Production intérieure brute par habitant (1950-2000)**

<b>ANNÉE</b>	<b>PIB (millions de nouveaux sols au prix de 1994<sup>1</sup>)</b>	<b>POPULATION (milliers)</b>	<b>PIB PAR HABITANT (nouveaux sols au prix de 1994)</b>	<b>PIB NOMINAL (millions de dollars)</b>
1950	21 264	7 632.5	2 786.0	1 013
1951	23 007	7 826.3	2 939.8	1 276
1952	24 434	8 025.7	3 044.5	1 364
1953	25 729	8 232.2	3 125.4	1 396
1954	27 401	8 447.0	3 243.9	1 350
1955	28 717	8 671.5	3 311.6	1 521
1956	29 951	8 904.9	3 363.5	1 693
1957	31 988	9 146.1	3 497.5	1 967
1958	31 796	9 396.7	3 383.8	1 718
1959	32 973	9 657.8	3 414.1	1 697
1960	36 995	9 931.0	3 725.2	2 195
1961	39 733	10 217.5	3 888.7	2 396
1962	43 071	10 516.5	4 095.5	2 735
1963	44 664	10 825.8	4 125.7	2 996
1964	47 612	11 143.5	4 272.6	3 574
1965	49 945	11 467.3	4 355.4	4 253
1966	54 140	11 796.4	4 589.6	5 125
1967	56 198	12 132.2	4 632.1	4 812
1968	56 422	12 476.0	4 522.5	4 336
1969	58 566	12 829.1	4 565.1	4 834
1970	62 022	13 192.7	4 701.2	6 185
1971	64 627	13 567.7	4 763.3	6 899
1972	66 501	13 953.2	4 766.0	7 648
1973	70 092	14 348.0	4 885.1	9 151
1974	76 611	14 751.0	5 193.6	11 535
1975	79 215	15 161.0	5 224.9	14 091
1976	80 800	15 581.1	5 185.8	13 424
1977	81 123	16 012.0	5 066.4	12 117
1978	81 366	16 449.1	4 946.5	10 397
1979	86 086	16 888.0	5 097.4	13 279
1980	90 562	17 324.1	5 227.5	17 642
1981	95 181	17 758.9	5 359.6	21 237
1982	94 610	18 195.4	5 199.6	21 306
1983	83 446	18 631.4	4 478.8	16 825
1984	87 785	19 064.5	4 604.6	17 084
1985	90 243	19 492.4	4 629.6	14 432
1986	99 267	19 915.5	4 984.4	21 196
1987	107 208	20 335.2	5 272.1	31 012
1988	97 881	20 751.2	4 716.9	20 164
1989	86 429	21 162.7	4 084.0	27 390
1990	81 983	21 569.3	3 800.9	29 947
1991	83 760	21 966.4	3 813.1	34 057
1992	83 401	22 354.4	3 730.8	36 270
1993	87 375	22 740.2	3 842.3	34 684
1994	98 577	23 130.3	4 261.8	44 864
1995	107 039	23 531.7	4 548.7	53 500
1996	109 709	23 946.8	4 581.3	55 712
1997	117 110	24 371.0	4 805.3	58 954
1998 <sup>2</sup>	116 485	24 800.8	4 696.8	57 080
1999 <sup>2</sup>	117 590	25 232.2	4 660.3	51 963
2000 <sup>2</sup>	121 267	25 671.2	4 723.8	53 928

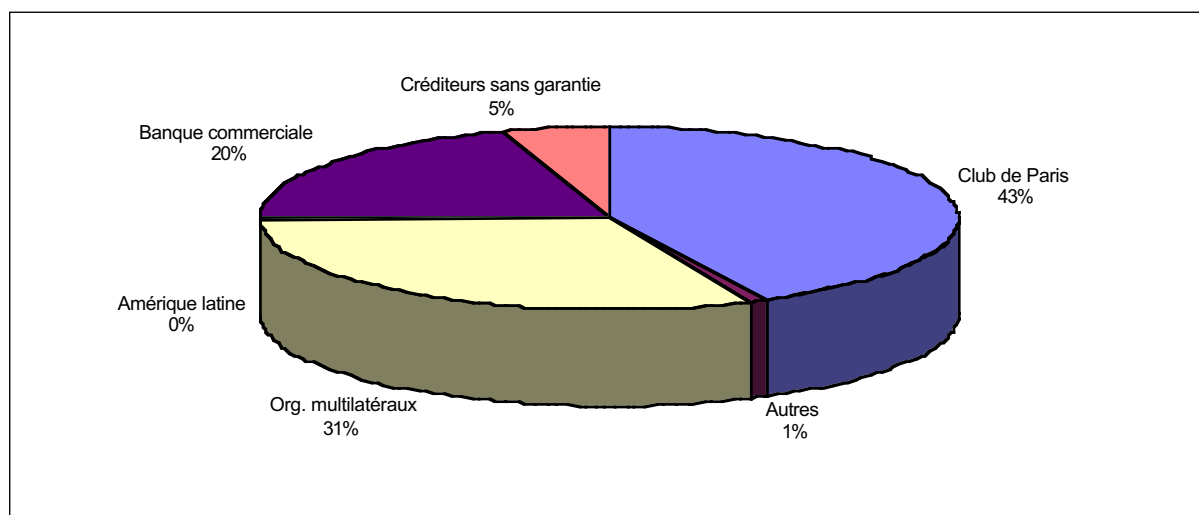
<sup>1</sup> Pour la période 1950-1989, l'année 1979 sert d'année de référence.

<sup>2</sup> Données provisoires.

Sources : INEI et BCR, <www.BCRP.gob.pe>.

**Annexe 6**  
**Pérou – Dette publique extérieure par source (31 mai 2001)**  
(milliards de dollars)

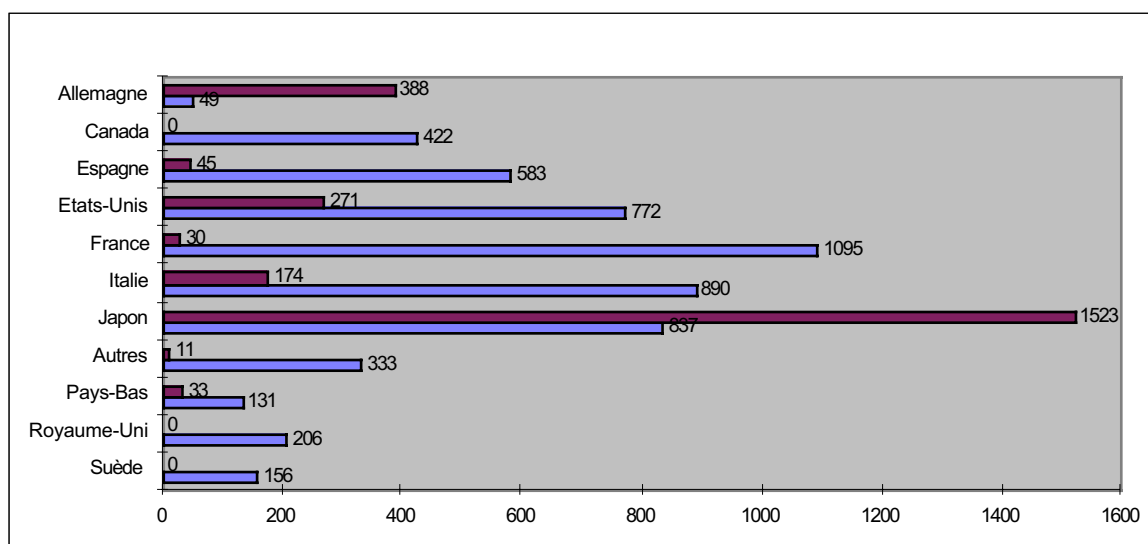
Créancier	Montant
Club de Paris	7 949
Autres	140
Org. multilatéraux	5 843
Amérique latine	77
Banque commerciale	3 727
Créditeurs sans garantie	918
Total	18 654



Source : Ministère de l'économie et des finances du Pérou.

**Annexe 7**  
**Club de Paris – Solde de la dette par pays (31 mai 2001)**  
(millions de dollars)

<b>Pays</b>	<b>Concessionnel</b>	<b>Commercial</b>
Suède	156	0
Royaume-Uni	206	0
Pays-Bas	131	33
Autres	333	11
Japon	837	1 523
Italie	890	174
France	1 095	30
Etats-Unis	772	271
Espagne	583	45
Canada	422	0
Allemagne	49	388



Source : Ministère de l'économie et des finances du Pérou.



## BIBLIOGRAPHIE

- ACHARD Diego & FLORES Manuel, 1997, *Gobernabilidad : un Reportaje de América Latina*, México D.F. : Fondo de Cultura de México, 531 p.
- BARRETO Heber Jaime, 2000, *Estabilización económica y Ajuste estructural en el Perú. Antecedentes, Resultados y Propuestas*, Lima : San Marcos, 114 p.
- BEJAR Héctor, 2000, « Agenda social : el Desafío por Realizar », *La República*, 12 novembre.
- BERNALES BALLESTEROS Enrique, 1995, « La Crisis de los Partidos políticos », in FERNANDEZ FONTENOY Carlos (dir.), *Sociedad, Partidos y Estado en el Perú*, Lima : Universidad de Lima, pp. 127-190.
- BLARDONE Gilbert, 1990, *Le Fonds monétaire international : l'ajustement et les coûts de l'homme*, Paris : Les Editions de l'Épargne, 194 p.
- BLARDONE Gilbert & CAVIEZEL Lothar, 1995, *FMI : endettement du tiers-monde et ajustement structurel. Approche méthodologique et appliquée. Le cas de la Tanzanie et de Madagascar*, Berne/New York : Peter Lang, 246 p.
- BOLOÑA BEHR Carlos, 1993, *Cambio de Rumbo. El Programa económico para los '90*, Perú : Instituto de Economía de Libre Mercado – SIL, 253 p.
- BOWEN Sally, 2000, *El Expediente Fujimori : Perú y su Presidente 1990-2000*, Lima : Perú Monitor, 180 p.
- CASTEL Odile (dir.), 1995, *L'ajustement structurel et après ?*, coll. Economies en développement, Luisant : Maison-Neuve & Larose, 220 p.
- COMELIAU Christian, 1991, *Les relations Nord-Sud*, coll Repères, Paris : La Découverte.
- (dir.), 1994, *Ingérence économique. La mécanique de la soumission*, coll. Enjeux, Nouveaux Cahiers de l'iuéd, n° 2, Paris : PUF, Genève : iuéd, 155 p.
- (dir.), 1996, *L'économie à la recherche du développement. Crise d'une théorie, violence d'une pratique*, coll. Enjeux, Nouveaux Cahiers de l'iuéd, n° 5, Paris : PUF, Genève : iuéd, 221 p.
- COTLER Julio, 1993, *Descomposición política y Autoritarismo en el Perú*, Documento de Trabajo 51, Lima : Instituto de Estudios Peruanos.
- (Ed.), 1995, *Perú, 1964-1994 : Economía, Sociedad y Política*, Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 341 p.
- CRABTREE John & THOMAS Jim (Ed.), 1999, *El Perú de Fujimori : 1990-1998*, Lima : Universidad del Pacífico/Instituto de Estudios Peruanos, 480 p.
- DANCOURT Oscar, 1997, *Reformas estructurales y Política macroeconómica en el Perú 1990-96*, Documento de Trabajo n° 134, Departamento de Economía, Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú, 48 p.
- DE RIVERO Oswaldo, 1998, *El Mito del Desarrollo. Los Países inviables en el Siglo XXI*, Lima : Mosca Azul Editores, 255 p.
- FIGUEROA Adolfo, 1998, *Políticas macroeconómicas y Pobreza en el Perú*, Documento de Trabajo n° 145, Departamento de Economía, Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú, 34 p.

- GARRIDO-LECCA Hernán, 2000, *Manual urgente de Economía para los Peruanos. La Dimensión ética de la Política económica*, Horas de lucha, Lima : PEISA, 98 p.
- GONZALES DE OLARTE Efraín, 1998, *El Neoliberalismo a la Peruana. Economía política del Ajuste estructural 1990-1997*, Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 146 p.
- GONZALES DE OLARTE Efraín & SAMAME Lilian, 1994 [1991], *El Péndulo peruano : Políticas económicas, Gobernabilidad y Subdesarrollo*, Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 129 p.
- GUZMAN REYNOSO Abimael, 1988, « La Entrevista del Siglo », *El Diario*, Lima.  
—, 1992, *Informe central del Tercer Pleno del PCP-SL*, <[www.blythe.org/peru-pcp](http://www.blythe.org/peru-pcp)>.
- HOUTART François & POLET François (dir.), 1999, *Un autre Davos. Mondialisation des résistances et des luttes*, Paris : L'Harmattan, 138 p.
- HUFTY Marc, 1997, *Un gouvernement sous influence*, thèse, Genève : Université de Genève/IUHEI, 261 p.
- IGUÍÑIZ Javier, 1999a, *Caminando por el Borde. El Perú en la Globalización*, Lima : Instituto Bartolomé de las Casas/Centro de Estudios y Publicaciones, 188 p.  
—, 1999b, « La Estrategia económica del Gobierno de Fujimori : Una Visión global », in CRABTREE John & THOMAS Jim (Ed.), 1999, *El Perú de Fujimori : 1990-1998*, Lima : Universidad del Pacífico/Instituto de Estudios Peruanos, pp. 15-43.
- JIMENEZ Félix, 2000, *El Modelo neoliberal peruano : Límites, Consecuencias sociales y Perspectivas*, Documento de trabajo n° 184, Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú, 29 p., <[www.pucp.edu.pe/economia/pdf/DDD184.pdf](http://www.pucp.edu.pe/economia/pdf/DDD184.pdf)>.
- KAPLAN Robert D., 2000, *La Anarquía que Viene. La Destrucción de los Sueños de la Posguerra fría*, Barcelona : Ediciones B, 203 p.
- KRUGMAN Paul, 1998, *La mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre-échange*, Paris : La Découverte.
- MARTINEZ Maruja & TONG Federico (Ed.), 1998, *Nacidos para Ser Salvajes ? Identidad y Violencia en los 90*, Lima : Casa de estudios del socialismo SUR, CEAPAZ, 176 p.
- MORALES Raymundo, 1999, *La República*, 23 mars.  
—, 2000, *La República*, 12 octobre.
- PARAIRE Philippe, 1995, *Le « village-monde » et son château. Essai contre le FMI, l'OMC et la Banque mondiale*, Paris : Le Temps des Cerises, 223 p.
- RAFFINOT Marc, 1991, *Dette extérieure et ajustement structurel*, Universités francophones/UREF, Paris : Edicef, 238 p.
- REED David, 1999 [1996], *Ajustement structurel, environnement et développement durable*, Paris : L'Harmattan, 377 p.
- SCHYDLOWSKY Daniel M. & SCHULDT Jürgen, 1996, *Modelo económico peruano de Fin de Siglo. Alcances y Límites*, Lima : Fundación Friedrich Ebert, 95 p.
- UGARTECHE Oscar, 1995, « La Deuda externa peruana a Fines de Siglo », *Socialismo y Participación*, n° 73, Lima, pp. 95-120.  
—, 1999 [1998], *La Arqueología de la Modernidad. El Perú entre la Globalización y Exclusión*, Lima : DESCO, 253 p.
- VASQUEZ HUAMAN Enrique, 2000, *Estrategias del Poder. Grupos económicos en el Perú*, Centro de Investigación, Lima : Universidad del Pacífico, 511 p.
- VIVANCO Jorge, 1998, *El Perú, un País equivocado ? La Propuesta. Los 4 Caminos para Salir de Este Subdesarrollo mental y económico*, Lima : Horizonte, 190 p.

## COLLECTION ITINÉRAIRES

### Notes et travaux

- N° 60 *De l'entre-deux à l'interculturalité. Richesses et embûches de la migration*  
Marie-Andrée CIPRUT, avec la coll. de Antoinette LIECHTI, Alfredo CAMELO  
& Maryelle BUDRY (2001, 80 p.) CHF 12.–
- N° 59 *Précarité et exclusion à Genève : une face cachée de la Suisse.*  
*Intervention de Réalise (1984-2000)*  
Mathieu LEWERER et Christophe DUNAND (2001, 39 p.) CHF 12.–
- N° 58 *Prétextes anthropologiques IV*  
Textes réunis et édités par  
Y. DROZ, A. MONSUTTI et G. RIST (2001, 91 p.) CHF 12.–
- N° 57 *Le défi social du développement. Notes critiques*  
Christian COMELIAU (2000, 32 p.) CHF 5.–
- N° 56 *Modernisation agraire, oligarchies et mouvements paysans au Brésil.*  
*Une évaluation historique*  
Jacky BUFFET (2000, 34 p.) CHF 12.–
- N° 55 *Prétextes anthropologiques III*  
Textes réunis et édités par Y. DROZ et G. RIST (2000, 119 p.) CHF 12.–
- N° 54 *Propriété intellectuelle. Quels enjeux pour les pays en développement ? (...)*  
Dossier de l'Annuaire Suisse-Tiers Monde 1998 (1999, 116 p.) CHF 12.–
- N° 53 *Prétextes anthropologiques II*  
Textes réunis et édités par Y. DROZ et G. RIST (1999, 97 p.) CHF 12.–
- N° 52 *De la monoculture de la vache à l'autoexploitation.*  
*Quelle économie pour quelle agriculture ?*  
Yvan DROZ (1998, 63 p.) CHF 12.–
- N° 51 *Prétextes anthropologiques*  
Textes réunis par Gilbert RIST et Yvan DROZ (1998, 91 p.) CHF 12.–
- N° 50 *Investissements éthiques et solidaires – Le cas de la Suisse*  
Kristin BARSTAD (1998, 75 p.) CHF 12.–
- N° 49 *Socio-anthropologie de la décentralisation en milieu rural africain.*  
*Bibliographie sélective et commentée*  
Jean-Pierre JACOB, Giorgio BLUNDO (1997, 118 p.) CHF 12.–
- N° 48 *L'apport de la diaspora au renouveau vietnamien. Les Vietnamiens de Suisse*  
Bertrand LAMON (1997, 102 p.) CHF 12.–
- N° 47 *Démocratie et nouvelles formes de légitimation en Afrique.*  
*Les Conférences nationales du Bénin et du Togo*  
Sous la direction de Jean ZIEGLER (1997, 50 p.) CHF 12.–
- N° 46 *Feeding Asia in the Next Century*  
C. AUBERT, G. ETIENNE, J.-L. MAURER (1996, 72 p.) CHF 12.–
- N° 45 *Développement rural et libéralisation économique en Inde.*  
*Le cas de l'Etat d'Orissa*  
Marie THORND AHL (1996, 89 p.) CHF 12.–
- N° 44 *Comment mieux coopérer avec le Brésil ?*  
*Aide des ONG et relations économiques de la Suisse*  
Gérard PERROULAZ, Serge GHINET (1995, 58 p.) CHF 12.–
- N° 43 *From Bonafide Citizens to Unwanted Clandestines :*  
*Nepali Refugees from Bhutan*  
Rebeka MARTENSEN (1995, 76 p.) CHF 15.–

- N° 42 *Réseaux et stratégies migratoires entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Histoire de vie d'un migrant*  
Prosper KAMBIRE (1994, 82 p.) CHF 12.–
- N° 41 *Questions de « genre » ? Réflexions autour des rapports sociaux de sexe dans l'emploi et dans l'institution*  
Yvonne PREISWERK et al. (1994, 98 p.) CHF 8.–
- N° 40 *Guide d'approche des institutions locales (GAIL). Méthodologie d'étude des acteurs locaux dans le monde rural*  
Jean-Pierre JACOB et al. (1994, 40 p.) CHF 10.–
- N° 39 *El rol de las mujeres en las estrategias de subsistencia: el caso del Ecuador*  
Jessica LOPEZ PINTO (1993, 63 p.) CHF 8.–

### Etudes du développement

- N° 14 *Sphère financière contre économie réelle. Le cas de la crise financière thaïlandaise*  
Olivier CASSARD (2001, 81 p.)
- N° 13 *Une greffe de l'Etat inédite. Le clan corse, de la segmentarité à la décentralisation*  
Charaf ABDESSEMED (2000, 55 p.) CHF 12.–
- N° 12 *« Ecotourisme » ou « tourisme durable » entre la théorie et la pratique. Principes déclarés et arguments publicitaires en Amazonie*  
Dorothy Julia PREZZA (2000, 86 p.) CHF 12.–
- N° 11 *Género, ajuste estructural y trabajo : Análisis a través del Banco Mundial y del caso del Perú, Lima 1986-1993*  
Roxana ORUE (1998, 115 p.) CHF 12.–
- N° 10 *The Andean Cocaine Industry : A Maze with no Way out? Failures of the U.S.' « War on Drugs »*  
Vanessa PEAT (1998, 77 p.) CHF 12.–
- N° 9 *Secteur informel et politiques publiques en Afrique. Acteurs et conceptions*  
Marie-Joséphine NSENGIYUMVA (1996, 73 p.) CHF 12.–
- N° 8 *Les éleveurs, l'Etat et les agriculteurs au Burkina Faso. L'exemple de la région du centre-ouest*  
Yves DELISLE (1996, 79 p.) CHF 12.–
- N° 7 *Niños y jóvenes en situación de calle espacio y campo social. Ciudad de Córdoba, Argentina*  
Patricia MAZZINI (1996, 178 p.) CHF 12.–
- N° 6 *Le secret de l'unité de santé. Les agents de santé de base et les matrones en Guinée-Bissau*  
Mary-Josée BURNIER (1993, 109 p.) CHF 12.–
- N° 5 *Agriculture de subsistance et technologie appropriée. Impact de l'ICTA à Quesada, Guatemala*  
Ileana VALENZUELA (1991, 180 p.) CHF 12.–
- N° 4 *Les jardins de la sécheresse. Tamazalak versant ouest de l'Air*  
Ulrike MIX (1988, 135 p.) CHF 5.–

### Pratique et réflexion

- N° 9 *La démarche d'appui institutionnel au secteur de la santé. Programme médico-sanitaire bénino-suisse*  
Valérie BOULLOUDANI (1998, 77 p.) CHF 12.–

- N° 8 *L'entreprise coopérative et de type coopératif :  
pour une analyse économique hétérodoxe*  
Souleymane SOULAMA (1997, 36 p.) CHF 10.–
- N° 7 *Le système de Programmation – Suivi – Evaluation (PSE) dans une démarche  
d'appui institutionnel*  
D. FINO, S. GUINET, C. DUNAND, P. UVIN (1996, 77 p.) CHF 12.–
- N° 6 *Démarche d'appui institutionnel.  
De l'analyse des acteurs à un processus de renforcement institutionnel*  
D. FINO et S. GHINET (1995, 57 p.) CHF 8.–
- N° 5 *L'appui institutionnel au Niger. Résultats d'un atelier de réflexion*  
Peter UVIN et al. (1994, 60 p.) CHF 8.–